



Mémoire de Master 1

L'Union Anarchiste face à la guerre d'Espagne.

De la solidarité politique et matérielle au Front Révolutionnaire.

Cionini Valentin

Master 1 – année 2006/2007

Sous la direction de Mme Isabelle Renaudet

Sommaire

Index des abréviations	Page	3
Introduction	Page	5
Première partie : <u>Les libertaires du début de la guerre à la création de la SIA</u>	Page	14
Chapitre 1 : Les libertaires français au début de la guerre civile	Page	15
Chapitre 2 : Le Comité pour l'Espagne Libre et la solidarité matérielle.	Page	20
Chapitre 3 : Le CEL et la solidarité politique.	Page	24
Deuxième partie : <u>L'action de la SIA</u>	Page	29
Chapitre 4 : Qu'est ce que la SIA ?	Page	30
Chapitre 5 : La SIA : ses actions matérielles.	Page	34
Chapitre 6 : La SIA et la propagande politique.	Page	37
Troisième partie : SIA, ou la stratégie du front révolutionnaire de l'UA	Page	42
Chapitre 7 : SIA, une organisation hétéroclite.	Page	43
Chapitre 8: L'opposition aux communistes comme point commun.	Page	48
Chapitre 9 : Le renforcement des idées libertaires.	Page	51
Conclusion	Page	54
Annexes	Page	50
Sources	Page	67
Bibliographie	Page	7(

Index des abréviations et sigles utilisés :

AEAR: Association des Ecrivains et Artistes Révolutionnaires

AIT: Association Internationale des Travailleurs

CAC: Centre des Archives Contemporaines de Fontainebleau

CAS: Comité Anarcho-Syndicaliste

CASDLPE: Comité Anarcho-Syndicaliste pour la Défense et la Libération du Prolétariat

Espagnol

CEL : Comité pour l'Espagne Libre

CGTSR: Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire

CIRA: Centre International de Recherche sur l'Anarchisme

CNT: Confederacion Nacional del Trabajo

CVIA: Comité de Vigilance des Ecrivains Antifascistes

DAS: Deutsche Anarcho-Syndikalisten

FAF: Fédération Anarchiste Francophone

FAI: Federacion Anarquista Iberica

FCEAA: Fédération des Comités Espagnols d'Action Antifasciste

FCL: Fédération Communiste Libertaire

FGALEF: Fédération des Groupes Anarchistes de Langue Espagnole en France

FIJL: Federacion Iberica de Juventudes Libertarias

GI: Groupe International de la colonne Durutti

GR: Gauche Révolutionnaire

IC: Internationale Communiste

IFHS: Institut Français d'Histoire Sociale

JAC: Jeunesse Anarchiste Communiste

JEUNES: Jeunes Equipes Unies pour une Nouvelles Economie Sociale

LDH: Ligue des Droits de l'Homme

P. Po: Archives de la Préfecture de Police de Paris

PCE: Parti Communiste Espagnol

PCF: Parti Communiste Français

POUM: Partido Obrero de Unificacion Marxista

PSOP: Parti Ouvrier Socialiste et Paysan

SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière

SIA : Solidarité Internationale Antifasciste

UA: Union Anarchiste

UACR: Union Anarchiste Communiste Révolutionnaire

UGT: Union General de Trabajadores

L'année 2006 a marqué le 70^{ème} anniversaire du début de la guerre civile espagnole, préfiguration d'un des conflits majeurs du XX^{ème} siècle. Le rôle des anarchistes espagnols de la Confederacion Nacional del Trabajo (CNT), centrale anarcho-syndicaliste forte de près de deux millions de membres¹ après sa réunification et de la Federacion Anarquista Iberica (FAI) n'est véritablement reconnu que dans certains milieux politiques. L'aura des Brigades Internationales, créées en septembre 1936 à l'initiative de l'Internationale Communiste (IC) et de Moscou², occulte la part jouée par les autres tendances de la Gauche, en Espagne et dans le Monde. Leurs effectifs (environ 35 000 hommes, dont 12 000 Français³), leur nombre et la variété des nationalités représentées ne sont pas pour rien dans la reconnaissance dont elles font l'objet, elles sont un symbole de l'aide apportée à l'Espagne républicaine. Guerre civile, mais aussi révolution sociale, la guerre d'Espagne ne pouvait que fasciner les militants révolutionnaires du monde entier, qui après la révolution bolchevique de 1917 et la création de l'URSS restaient dans l'attente du « grand soir ».

Par sa position géographique stratégique, la France, elle aussi gouvernée par un Front Populaire (composé des socialistes de la Section Française de l'Internationale Ouvrière, des radicaux et soutenu par le Parti Communiste Français), va se retrouver au cœur du conflit. Bien que sympathisant de la cause républicaine, Léon Blum se trouve obligé d'adhérer au principe de non-intervention défini par les Anglais et qui interdit à la France et à 25 autres pays, dont l'Allemagne, l'Italie et l'URSS, de fournir des armes aux camps belligérants. Cette interdiction est toutefois ouvertement violée par l'Allemagne nazie, l'Italie mussolinienne et l'URSS stalinienne. Le Front Populaire contourne lui aussi le pacte de non intervention, mais de manière moins ouverte, notamment grâce à une certaine complaisance des autorités françaises sur le trafic d'armes à la frontière avec la Catalogne⁴.

Les anarchistes européens, passée la période de la propagande par le fait et des attentats de la fin du XIXème siècle, se divisent en différentes tendances : anarcho-individualistes, qui créent des colonies utopistes et essaient de développer le naturisme et le végétarisme, anarcho-syndicalistes qui influencent fortement les premières centrales syndicales structurées, notamment en France avec la Confédération Générale du Travail

¹Voir LORENZO CESAR Marcel, *Le mouvement anarchiste en Espagne pouvoir et révolution sociale*, Ed. Libertaires, Toulouse, 2006.

² Voir BENNASSAR Bartolomé, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*, Perrin, Paris, 2004 p 146 ainsi que SKOUTELSKY Rémi, *L'espoir guidait leurs pas, les volontaires français dans les Brigades Internationales, 1936-1939*, Grasset, Paris, 1998.

³ Voir BENNASSAR Bartolomé, La guerre d'Espagne et ses lendemains, op. cit, p 148.

⁴ *Ibid* pp 153-158.

(CGT), anarcho-communistes, qui reconnaissent la nécessité d'une organisation anarchiste et qui mettent en avant la lutte des classes. Les anarchistes russes en exil après la révolution bolchevik de 1917 et l'écrasement des résistances d'inspiration libertaires en Ukraine et à Cronstadt en 1921¹, publient en 1926 une plateforme organisationnelle, qui se base sur les lacunes du mouvement libertaire russe et qui reste connue sous le nom de « plateforme d'Archinov ». C'est l'adoption ou non de ce texte comme base de référence théorique et organisationnelle qui divise le mouvement libertaire français durant toutes les années 1920 à 1930. Finalement, l'UACR et par la suite l'UA se rangent à l'avis des « plateformistes », tout en donnant quelques concessions aux tenants de l'anarchie dogmatique et de la « synthèse ». Quoique peu nombreux, ces synthésistes rassemblent dans leurs rangs des théoriciens et des orateurs d'une certaine notoriété tels Sébastien Faure, ou Emile Armand. Ils se refusent à toute forme d'organisation structurée, faisant primer la conscience individuelle sur la conscience collective (et par conséquent la lutte de classes)². En 1936, lorsque la guerre éclate en Espagne, le mouvement anarchiste français est loin de rassembler des effectifs comparables à ceux de la CNT ou de la FAI. Ces deux organisations, l'une syndicale, l'autre politique atteignent un niveau de notoriété et d'influence en Espagne qu'aucune autre organisation libertaire n'a jamais eu dans le Monde. L'Union Anarchiste (UA) principale organisation libertaire de France ne groupe guère plus de 2 000 membres. Elle rassemble les anarchistes plateformistes³ et est née de la fusion de l'Union Anarchiste Communiste Révolutionnaire (UACR) et de la Fédération Communiste Libertaire (FCL). L'UA est divisée en fédérations régionales, dont la plus conséquente est celle de la région parisienne qui comprend un millier de membres. Les fédérations sont à leur tour divisées en groupes locaux (environ une cinquantaine pour Paris et sa région). L'UA est dirigée par une commission administrative composée d'une dizaine de membres élus à chaque congrès et qui élit en son sein un bureau, composé d'un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier et un trésorier adjoint. René Frémont, Nicolas Faucier, Louis Anderson (ou Anders), Louis Lecoin, Pierre Le Meillour, Pierre Perrin (dit Odéon), sont parmi les militants de l'UA les plus en vue en 1936⁴. La Jeunesse Anarchiste Communiste (JAC) organisation de jeunesse de l'UA peut compter

¹ Au sujet des libertaires dans la révolution russe, voir VOLINE, *La révolution inconnue*, Pierre Belfond, Paris, 1972.

² Au suiet des différentes tendances anarchistes, voir annexes, document I.

³ L'Union Anarchiste Communiste Révolutionnaire, ancêtre de l'UA, avait en effet adopté comme base organisationnelle la plateforme dite « d'Archinov », proposant une véritable organisation anarchiste en se basant sur les faiblesses du mouvement libertaire russe, incapable de faire jeu égal avec les bolcheviques en 1917. Voir MAITRON Jean, *Le mouvement anarchiste en France t.II de 1914 à nos jours*, François Maspero, Paris, 1975 pp 79-89.

⁴ Rapport du 2 août 1941 P. Po BA 1900.

sur 500 militants dont environ 300 en région parisienne. Le journal de l'UA, *Le Libertaire*, tire à environ 5 000 exemplaires par semaine¹ au moment du début de l'insurrection espagnole.

Issue d'une scission de l'UA, la Fédération Anarchiste de langue Française (FAF) s'est constituée à son congrès de Toulouse des 15 et 16 août 1936. La FAF avec ses 500 membres en 1936, 300 pour Paris et sa région, est la deuxième organisation anarchiste en France. Très idéologique, sa rupture avec l'UA vient du fait que cette dernière est considérée comme trop organisée et trop politique, la FAF est dirigée par un bureau composé d'un secrétaire, d'un trésorier et d'un trésorier adjoint. Elle publie un hebdomadaire *Terre Libre*, qui a une audience très limitée.

La Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire (CGTSR) est née à Lyon en 1926. Elle a été fondée par des anarcho-syndicalistes opposés à la ligne de la Confédération Générale du Travail (CGT). La CGTSR est membre de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT, tout comme la CNT espagnole), qui est la confédération mondiale des centrales anarcho-syndicalistes. Divisée en une trentaine d'unions syndicales, la CGTSR compte 2 500 à 3 000 militants partisans de la reprise directe, très influencés par le mouvement espagnol. Elle imprime un journal hebdomadaire, *Le Combat Syndicaliste*, qui tire à environ 5 000 exemplaires². En plus de ses maigres effectifs, le mouvement libertaire français s'oppose dans une guerre doctrinaire, la FAF et la CGTSR revendiquant pour elles seules le label « anarchiste », allant jusqu'à considérer que l'UA n'est qu'une organisation anarcho-trotskiste, qui en adoptant le principe de la « plateforme » s'est dévoyée.

• Militants et stratégie politique de l'UA

Malgré sa faiblesse, l'UA parvient à être motrice d'un grand nombre d'initiatives unitaires pour soutenir les révolutionnaires espagnols. Ses principaux militants deviennent les acteurs d'une solidarité de classe à classe, destinée à contourner le pacte de non-intervention. Quand la guerre d'Espagne éclate, René Frémont fait partie de la commission administrative (ainsi que Faucier et Anderson), il est « l'âme ouvrière » de l'UA, il en devient secrétaire général à la veille de la seconde Guerre Mondiale. En plus de ses

¹ Rapport du 30 novembre 1936 CAC Fontainebleau versement 20010216 art 92-119

² Tout ce qui concerne la structuration, le nombre de militants, l'implantation, les journaux des différents groupes anarchistes, est issu du rapport du 2 août 1941, P. Po BA 1900.

fonctions administratives au sein de l'UA, il occupe les fonctions de gérant et de secrétaire de rédaction du *Libertaire* à plusieurs reprises. Nicolas Faucier, militant libertaire de longue date, est plusieurs fois élu à la commission administrative de l'UA, correcteur au *Journal Officiel*, est gérant du *Libertaire* au début des années 1930. Il est partisan de l'organisation des anarchistes et est l'un des artisans de la victoire des plateformistes au congrès de l'UA de 1927. Louis Anderson devient gérant du *Libertaire* en 1932, et occupe ce poste jusqu'en 1939. C'est lui qui est chargé de la parution du journal de l'UA. Tout comme Faucier il est correcteur d'imprimerie. Louis Lecoin est l'un des militants de l'UA les plus connus. Pacifiste, il anime les campagnes de soutien à Sacco et Vanzetti dans les années 1920, ainsi que celles pour les anarchistes espagnols Ascaso Durruti et Jover. Il est de tous les combats contre la guerre, pour l'objection de conscience et passe de nombreuses années en prison pour ses idées politiques. Dans la fiche que lui consacre Jean Maitron dans son Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français il est décrit comme :

«un homme d'un courage à toute épreuve, d'une foi absolue dans ce qu'il entreprenait et qui le conduisait à considérer que la fin justifiait alors les moyens. S'il s'identifiait à une cause, toute cause se ramenait aussi à sa personne, mais il eut pourtant assez de qualités pour qu'on l'accepte tel qu'il était : désintéressé, combatif, dévoué. Ses combats lui valurent de l'estime et même de l'admiration bien au-delà des milieux libertaires, particulièrement chez les syndicalistes et les intellectuels »¹.

Lecoin a des entrées jusque dans les ministères et ses interventions auprès de ministres se révèlent à de nombreuses reprises décisives. Pour arriver à ses fins, il emploie un moyen qui va fera école : la grève de la faim (encore en 1962, alors qu'il avait 73 ans, il réalisa une grève de la faim de 22 jours pour obtenir un statut des objecteurs de conscience qui fut voté en 1963). Pierre Le Meillour est membre de la commission administrative de l'UA à plusieurs reprises dans l'entre deux Guerres. Il est un collaborateur régulier du *Libertaire*. Pierre Perrin, dit Odéon, est un ancien responsable des Jeunesses Anarchistes. Elu à plusieurs reprises à la commission administrative de l'UA il est aussi un collaborateur régulier du *Libertaire*².

L'aide qu'apportèrent les libertaires français à leurs camarades espagnols, bien que peu importante comparée à celle de l'URSS ou des différents partis communistes, a

¹ MAÎTRON, Jean, dir., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Éditions Ouvrières [cédérom] 2002, notice sur Louis Lecoin.

² Tout ce qui concerne la biographie des militants cités, est issu de MAÎTRON, Jean, dir. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Éditions Ouvrières [cédérom] 2002.

été longtemps négligée. Seul l'historien anglais David Berry y a consacré quelques études, non traduites en français et qui ont été fort utiles pour le présent travail. Son ouvrage principal, *A History of the French Anarchist Movement, 1917-1945*¹ est riche de nombreux témoignages, notamment oraux que l'auteur a récolté auprès de militants comme Louis Anderson, Nicolas Faucier ou René Ringenbach au début des années 1980. Les écrits de David Berry en France se limitent à une contribution lors du colloque de Perpignan de 1990² et une brochure d'une dizaine de pages. En plus des témoignages oraux recueillis et des périodiques de l'époque, David Berry se sert des archives de la Préfecture de Police de Paris, mais à aucun moment des archives conservées à Fontainebleau au Centre des Archives Contemporaines.

Face au Front Populaire, perçu comme une alliance des partis bourgeois et autoritaires, l'UA adopte dès son congrès des 12 et 13 avril 1936, soit avant le début de la guerre civile, une résolution dite de « Front Révolutionnaire », opposant à l'union électoraliste du Front Populaire, « une union de tous les révolutionnaires sincères à la base, pour défendre les intérêts des travailleurs face au fascisme et aux risques de guerre »³. Cette stratégie du Front Révolutionnaire, rassembla à l'initiative des anarchistes de l'UA, les socialistes révolutionnaires de la gauche SFIO et du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP) de Marceau Pivert après sa rupture avec la « maison mère » en juin 1938, les Jeunes Equipes Unies pour une Nouvelle Economie Sociale (JEUNES) de Jean Nocher, des opposants au Parti Communiste, des trotskistes. Que cela soit de manière informelle ou dans le cadre de la SIA, les militants issus des différentes tendances citées se mobilisent pour aider l'Espagne républicaine à triompher.

La fondation dès août 1936 d'un front anarchiste avec le Comité Anarcho-Syndicaliste pour la Défense et la Libération du Prolétariat Espagnol (CASDLPE, composé uniquement de la CGTSR, de la FAF et de l'UA), sa scission en octobre 1936 et la création du Comité pour l'Espagne Libre (CEL), sa transformation en section française de la Solidarité Internationale Antifasciste (SIA), permirent au mouvement anti-autoritaire français, opposé à la stratégie de Moscou et à la non-intervention de réaliser une unité révolutionnaire à la base. Selon David Berry, l'attitude de Front Révolutionnaire a été très profitable à l'UA, dont le nombre de membres passe à presque 4 500 en 1937 contre moins de 2 000 en 1936. *Le Libertaire* quant à lui passe d'un tirage hebdomadaire de 5 000 exemplaires à plus de 25 000

.

¹ BERRY David., A History of the French Anarchist Movement, 1917-1945, Greenwood Press, Westview, CT, 2002

² SAGNES Jean et CAUCANAS Sylvie dir, Les Français et la guerre d'Espagne, CREPF, Perpignan, 1990.

³ Le Libertaire. 17 avril 1936.

au printemps 1937¹. Il ne fait aucun doute que cet engagement en faveur des anti-autoritaires espagnols n'avait pas pour but premier de renforcer le mouvement libertaire en France, mais de donner un appui politique à la CNT et à la FAI, qui bien que plus fortes que les communistes en Espagne, étaient très isolées au plan international, aucune organisation n'ayant pris autant d'importance qu'elles. Ce travail de solidarité, porté par des groupements nationaux comme le CEL ou SIA, fut tout à la fois politique, idéologique, matériel, militaire dans une moindre mesure. Il fut porté à bout de bras par des militants tels Georges Pioch de la SFIO, Marceau Pivert de la SFIO, mais aussi et surtout par des militants reconnus de l'UA: Nicolas Faucier, Louis Lecoin, Pierre Odéon, Charles Ridel, Pierre Le Meillour.

• Axes d'étude

L'attitude de l'UA a évolué entre le début de la guerre et sa fin. D'un front anarchiste hermétique à l'intégration de forces non-libertaires, elle est passée à une organisation gérée par ses soins mais ouverte aux autres courants de pensée révolutionnaires et a fini, avec l'expérience qu'elle avait acquise précédemment, par créer une organisation large, unitaire et d'une certaine efficacité. Comment une organisation, extrêmement minoritaire dans le milieu politique français, comme l'UA a-t-elle pu organiser des meetings unitaires rassemblant plus de 15 000 personnes? De quelle façon la solidarité s'est-elle organisée? Quelle a été la place des militants de l'UA dans le CEL ou la SIA? Ces questions entrent dans un cadre plus général, mettant en jeu la réponse des libertaires de l'UA à la demande d'aide des libertaires espagnols. C'est l'implication de l'UA dans le soutien à l'Espagne antifasciste et la stratégie du Front Révolutionnaire que nous essaierons d'analyser et de comprendre dans ce travail.

Le choix de n'étudier que l'aide émanant des libertaires plateformistes de l'UA, s'explique par le fait qu'elle est l'organisation anarchiste la plus influente du moment et que son aide a revêtu une importance non négligeable. Le dogmatisme de la FAF et de la CGTSR, leur moindre représentativité, la faiblesse des liens entretenus par la CNT- FAI avec ces organisations et leur sectarisme rend leur étude moins intéressante et ce même si les héritiers politiques de ces organisations ont su préserver les documents et la mémoire de cette

¹ Voir BERRY David, L'anarchisme français et la révolution espagnole 1936-1939, Alternative Libertaire, Paris, p 7.

période, chose que n'ont pas fait les successeurs de l'UA. En se posant en gardiens de la doctrine anarchiste pure, les membres de la FAF et de la CGTSR se sont refusés toute réelle efficacité. Du début de la guerre civile à la création de la SIA en novembre/décembre 1937, les initiatives et l'aide à l'Espagne antifasciste évoluèrent du soutien spontané et inorganisé, à la création de comités d'entraides et du CEL. Sous les injonctions de la CNT-FAI ce dernier se transforma en SIA lors du congrès de l'UA de novembre 1937 et permit un renforcement des actions de solidarité. Les actions menées par le CEL furent poursuivies, les meetings devinrent plus massifs, accentuant d'autant le soutien idéologique.

L'analyse de ces périodes de soutien, l'une avec un comité exclusivement anarchiste, l'autre avec un comité élargi aux révolutionnaires et anti-autoritaires, permet d'avoir une première vision de l'aide apportée. L'étude de la solidarité matérielle et politique ne peut se comprendre sans envisager la SIA comme un élément de la stratégie du Front Révolutionnaire voulue par l'UA. Cette dernière analyse permet de prendre en compte le sens révolutionnaire qu'attribuent les membres de l'UA à leur participation à la SIA.

• Sources

Les sources employées proviennent de différents fonds et différents supports. Le fonds le plus important consulté est celui de la Sûreté Générale, conservé au Centre des Archives Contemporaines de Fontainebleau. Ce fonds de la Sûreté Générale rassemble toutes les archives issues des préfectures de police et des départements, ainsi que des Renseignements Généraux et qui concerne la sûreté nationale. Appelé communément « Fonds Moscou », ces archives en elles-mêmes sont exceptionnelles. En effet, il y a encore quinze ans elles n'étaient pas censées exister. Les archives de la Sûreté Nationale ont été saisies en juillet 1940 par les forces d'occupation allemandes, qui les ont envoyées en Allemagne au château d'Althann et à Oberliebich en république Tchèque. Lors de l'avancée des troupes soviétiques en 1945, les archives sont découvertes et confisquées par l'URSS, qui n'en informa pas la France. Les fonds sont emmenés, triés et conservés dans une forteresse au nord de Moscou. Ce n'est qu'en 1992, à la faveur de la chute de l'URSS et de la signature d'accords d'échanges entre la France et la Fédération de Russie, que les archives de la Sûreté Générale refont surface. Elles sont restituées à la France entre 1994 et 2001. Normalement

soumis à des délais de communicabilité allant de 60 ans jusqu'à 120 ans (pour les dossiers personnels), l'ensemble des fonds à été communiqué au public sans délais à partir d'avril 2006. Les fonds rendus représentent plus de 10 000 cartons et près de trois kilomètres linéaires. Ils sont constitués de quatre sous-ensembles : les dossiers individuels de surveillance (600 000 dossiers), les dossiers généraux (1 500 cartons), les fiches alphabétiques (2 millions de fiches individuelles), les demandes de passeports ou de cartes d'identité (environ 260 000 dossiers)¹. Fonds encore peu exploré par les historiens, le « Fonds Moscou » a permis de retrouver les rapports de surveillance de l'UA, du CEL, de la SIA, les fiches individuelles de Lecoin, Faucier, Frémont, Le Meillour, Odéon.

Pour compléter, l'ensemble des publications du Libertaire entre juillet 1936 et décembre 1938 a été consulté, tout comme treize numéros de Solidarité Internationale Antifasciste sur les dix-huit publiés entre le 10 novembre 1938 et le 1 avril 1939, date de la cessation des hostilités en Espagne. Le Libertaire, principal journal libertaire français est fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel, comme une mention additive en Une l'indique à partir du 6 janvier 1938. Il connaît cinq périodes de publication, allant de 1895 à 1956. La série consultée correspond à la quatrième série, parue du 10 janvier 1936 au 31 août 1939. Le journal contient en moyenne six pages, quelquefois quatre en fonction de la situation financière, quatre saisies ont été effectuées en juin-juillet 1937 et le journal est alors passé pendant trois numéros à quatre pages. Durant toute l'année 1937 des appels à souscriptions sont lancés pour permettre au journal de contenir huit pages, seuls quelques numéros spéciaux y arrivant. A partir du numéro du 2 décembre 1937 deux pages du *Libertaire* sont louées à la SIA². La première page est en français, la seconde en espagnol. Cette publication permet à la fois de relancer les ventes du Libertaire, mais aussi d'assainir ses finances, la SIA payant bien³. Solidarité Internationale antifasciste commence à paraître le 10 novembre 1938 avec un tirage estimé à 130 000 exemplaires⁴. Il ne nous a pas été possible de consulter une collection complète du journal et l'étude n'a porté que sur 13 numéros, du 10 novembre 1938 au 16 mars 1939. Le premier numéro paru, l'est sur dix pages, sept en français, une en italien et deux en espagnol, seuls les journaux du 9 mars et du 16 mars contiennent aussi dix pages, mais avec une répartition différente, quatre pages étant réservées aux Espagnols, qui y

¹ Voir COEURE S, MONNIER F, NAUD G, *Le retour de Russie des archives françaises. Le cas du fonds de la Sûreté*, Vingtième siècle. Revue d'histoire, n° 45, 1995, pp 133-139.

² Chaque semaine la SIA loue les deux pages centrales du *Libertaire* pour 1700 francs. Voir rapport du 28 mai 1938, CAC 20010216 ART. 92-119.

³ BIANCO René, *Un siècle de presse anarchiste d'expression française 1880-1983*, Université de Provence, Aix-Marseille, 1987, pp 1329-1332.

⁴ SIA, 10 novembre 1938.

publient les listes des internés dans les différents camps en France. Les autres numéros sont publiés sur huit pages, cinq en français, une en italien et deux en espagnol. Paraissant tous les jeudis, tout comme *Le Libertaire*, *SIA* atteint régulièrement des tirages de 50 000 exemplaires, et Nicolas Faucier estimait le nombre d'abonnés à 5 500 en février 1939¹.

Enfin, les récits de militants, d'intellectuels de l'époque ont été utilisés pour éclairer certains points non abordés par les sources précédemment citées. Au-delà des désormais célèbres ouvrages de Georges Orwell, *Hommage à la Catalogne* ou d'André Malraux, *L'espoir*, qui sont d'intéressants outils pour se rendre compte de l'émulation extraordinaire qu'a entraînée la guerre d'Espagne de partout en Europe, les mémoires de militants directement liés à l'aide à l'Espagne antifasciste ont été d'une grande aide. Louis Lecoin, *Le cours d'une vie*, ou Nicolas Faucier, *Dans la mêlée sociale itinéraire d'un anarcho-syndicaliste* et *Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre-deux-guerres*, qui ont été des militants de premier plan durant toute la période de l'entre deux Guerres, ont laissé dans leurs mémoires de nombreux renseignements sur l'activité de l'UA, du CEL et de la SIA. *Les fils de la nuit, souvenirs de la guerre d'Espagne* d'Antoine Gimenez, récemment publié grâce au travail d'un groupe de passionnés, les «Giménologues », ainsi que les *Écrits historiques et politiques* de Simone Weill, sont des récits permettant de mieux comprendre la vie et l'organisation des miliciens du Groupe International de la colonne Durutti.

¹ BIANCO René, Op cit, p 1977.

Première partie

Les libertaires du début de la guerre à la création de la SIA

Chapitre 1:

Les libertaires français au début de la guerre civile

Lorsque les troupes du général Franco, l'un des acteurs de la répression qui frappe les mineurs des Asturies en 1934, se soulèvent le 17 juillet 1936, la réaction populaire en Espagne est disparate d'une région ou d'une ville à l'autre. Dans certaines villes, notamment au sud du pays, les membres de la CNT, de la FAI ou de l'Unión General de los Trabajadores (UGT, centrale syndicale de tendance socialiste) ne se méfient pas des garnisons qui ont juré allégeance au Frente Popular. Ainsi des villes andalouses tombent aux mains des factieux sans presque aucun combat, les syndicats ne s'étant pas méfiés des garnisons. A l'opposé, à Madrid, Valence ou Barcelone, les habitants, les syndiqués, prennent les armes, montent des barricades et assiègent les garnisons dissidentes qui se rendent les unes après les autres. L'insurrection, commencée le 19 juillet à Barcelone, est matée par les hommes de la CNT-FAI et de l'UGT dans la journée du 20¹.

C'est dans la capitale catalane que les premières marques de solidarité internationale vont se manifester. En opposition aux Jeux Olympiques fascistes qui devaient se dérouler à Berlin, la ville de Barcelone avait posé sa candidature pour organiser des Olympiades populaires. Ces dernières devaient commencer le 22 juillet, avec une cérémonie d'ouverture le 19 juillet à Montjuic. Lorsque l'insurrection éclate le matin du 19 juillet, un grand nombre de sportifs sont déjà arrivé : juifs allemands, Français de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), Suisses, Italiens antifascistes, Anglais, les athlètes de 23 pays sont présents à Barcelone. Quand les premiers coups de feu se font entendre, les sportifs croient à des feux d'artifice tirés en l'honneur des Olympiades! Mais bien vite, ils se rendent compte de ce qui se passe et un certain nombre descend dans la rue, fusil à la main pour aider la population barcelonaise à contrer le coup d'Etat nationaliste. Ces premiers « combattants internationaux » seront vite rappelés par leur pays d'origine, la France allant même jusqu'à faire payer aux athlètes français, à qui elle a donné l'ordre de rentrer, des frais de rapatriement. Pourtant, certains vont rester et participer à la guerre civile au sein des milices.

¹ LORENZO CESAR Marcel, *Le mouvement anarchiste en Espagne pouvoir et révolution sociale*, Ed. Libertaires, Toulouse, 2006, p 159-160.

Tel est le cas du footballeur juif polonais Emmanuel Mincq qui s'engage dans la colonne Thaelmann et devient durant la guerre l'un des dirigeants de la brigade Dombrosky¹.

Sur le front de Saragosse dès août 1936 se constitue un Groupe International au sein de la colonne Durruti. Des militants de l'UA comme Charles Ridel (qui prendra le nom de Louis Mercier-Vega après la seconde Guerre Mondiale) ou Charles Carpentier et des aventuriers anarchistes présents en Espagne au début du conflit comme Louis Berthomieu sont à son initiative. Berthomieu, tué lors de la bataille de Perdiguera le 17 octobre 1936, comme quinze autres Français du Groupe International (GI), avait été capitaine d'artillerie dans les bataillons coloniaux durant la première Guerre Mondiale et vivait à Barcelone depuis quelques années. Il est parmi les premiers Français à combattre à Barcelone, puis en Aragon. Quand arrivent Ridel et Carpentier, début août 1936, ils intègrent la colonne de Durruti qui est stationnée sur le front de Saragosse, dans un village nommé Pina de Ebro. Selon Antoine Gimenez, les militants à la base du GI sont arrivés ensemble à Pina de Ebro début août 1936, accompagnés d'Italiens. C'est à Pina que le GI se constitue réellement, avec l'apport de Suisses, d'Allemands du Deutsche Anarcho-Syndikalisten (DAS), d'autres Français comme Giral ou Simone Weil, mais aussi de Russes, de Cubains et d'un Algérien : Ben Sala². Ce que Bennassar appelle le « commando Berthomieu » et qu'il indique comme composé d'une soixantaine de Français³ désigne en fait le GI, où l'on retrouve une quinzaine de nationalités différentes. Berthomieu en est en effet le délégué de groupe, mais il est élu et les décisions sont prises collectivement⁴, le délégué est en contact avec le Comité de Guerre de la colonne, pour coordonner les actions militaires, mais le GI garde une très large autonomie. En France, le CASDLPE par la voix de L'Espagne antifasciste répercute les efforts de constitution du GI. On lit ainsi dans le journal du 30 août :

« Nos camarades Carpentier et Ridel, colonne Durruti du Groupe International antifasciste de Pina de Ebro, prient les camarades français, belges, italiens, bulgares venus de France pour combattre, de leur écrire en vue de renforcer ce groupe »⁵.

Constitué pour beaucoup d'éléments ayant déjà une expérience de la guerre, soit pendant la Grande Guerre, soit dans les troupes coloniales, le GI est né selon Ridel (alias Mercier-Vega)

¹ Sur les Olympiades populaires, voir : ROSELL Wally, *1936 Les Olympiades populaires*, Le Monde Libertaire, HS n°30, juillet 2006, pp5-8.

² GIMENEZ Antoine et les Giménologues, *Les fils de la nuit, souvenirs de la guerre d'Espagne*, L'insomniaque, Montreuil-Marseille, 2006, pp 47-51.

³ BENNASSAR B, La guerre d'Espagne et ses lendemains, op cit p 143.

⁴ Voir WEIL Simone, Écrits historiques et politiques. Première partie: Histoire, Gallimard, Paris, 1960, p. 195.

⁵ GIMENEZ Antoine et les Giménologues, Les fils de la nuit, souvenirs de la guerre d'Espagne, op cit, p 236.

« du désir d'un petit noyau de volontaires étrangers de créer une formation de combat avec des éléments possédant un minimum d'instruction militaire et si possible une expérience de la guerre». Après la mort de Berthomieu à Perdiguera en octobre 1936, Carpentier et Ridel rentrent en France à la demande de l'UA qui veut qu'ils renforcent l'effort de propagande entrepris en faveur des révolutionnaires espagnols.

C'est à cette même période, sous l'impulsion de Pierre Odéon, qu'une « Centurie Sébastien Faure » est recrutée et envoyée en Espagne combattre dans ce même Groupe International de la colonne Durruti, pour en former la première centurie. L'appellation « centurie Sébastien Faure » semble avoir été donnée par les Français du GI dès septembre 1936 à leur groupe, avant même le recrutement « officiel » en France de combattants. Le début du recrutement pour la « centurie » est annoncé en une du Libertaire dans un petit encart en bas de page, le 2 octobre 1936. Pierre Odéon est désigné comme responsable du recrutement pour un départ vers le front de Saragosse. A nouveau, le 9 et le 23 octobre Le Libertaire insère dans ses pages des encarts demandant aux militants qui « auraient la volonté de faire partie de la Centurie Sébastien Faure »², de se faire connaître. Le dernier encart publié par le journal, celui du 23 octobre annonce un départ imminent. Il n'est fait nulle part mention du nombre de militants de la Centurie, seul un rapport de police du 3 octobre indique que « l'Union Anarchiste prépare actuellement l'envoi en Espagne d'un nouveau contingent d'environ 300 volontaires qui doivent participer à la défense de Madrid ». Chose surprenante, le même rapport indique que « environ 200 anarchistes luxembourgeois, hollandais et belges se joindraient » au groupe de l'UA³. Selon Berry, cette « centurie Sébastien Faure » aurait été constituée au début de 42 Français et 13 autres miliciens français seraient restés dans le GI⁴. Après 1937 et la militarisation des milices libertaires par le gouvernement républicain, la « centurie » sera intégrée au 3^{ème} bataillon, 121^{ème} brigade, 26^{ème} division, mais ses membres continueront de l'appeler « ancienne centurie Sébastien Faure »⁵. En tout et pour tout, ce sont 252 Français qui combattent dans les milices anarchistes entre juillet 1936 et février 1939. La

¹ *Ibid* p 242.

² Le Libertaire, 2 octobre 1936.

³ Rapport du 3 octobre 1936, P.Po 1562.

⁴ BERRY David, French Anarchist Volunteers in Spain, 1936-39: Contribution to a Collective Biography of the French Anarchist Movement, http://raforum.info/article.php3?id article=239&lang=en#Anchor-49425, 17 avril 2007

⁵ BERRY David « Solidarité Internationale Antifasciste : Les anarchistes français et la guerre civile d'Espagne » in SAGNES Jean et CAUCANAS Sylvie dir, *Les Français et la guerre d'Espagne* CREPF, Perpignan, 1990, p 74.

plupart au sein des colonnes Durruti, Ascaso et Ortiz¹ Ces envois d'hommes pour le front, bien que symboliques, représentent tout de même un effort humain important pour l'UA, qui ne peut guère compter que sur 2 000 militants et quelques milliers de sympathisants sur toute la France.

Cette première aide, spontanée et inattendue, symbolise l'état d'excitation et d'espoir suscité par la réponse révolutionnaire du prolétariat espagnol au coup d'Etat nationaliste. Dès le mois de juillet, dans les zones contrôlées par le camp républicain, les anarchistes, les poumistes et les syndicats décident de la réquisition des terres des propriétaires factieux, engageant ainsi dans les campagnes et les industries un vaste processus de collectivisation. La défense de la révolution sociale à tout prix, devient vite l'un des mots d'ordre des miliciens libertaires et des révolutionnaires espagnols, pour qui la victoire contre les troupes de Franco ne peut être tout à fait réalisée sans une modification en profondeur du système agraire, productif et sociétal espagnol. La lutte menée en Espagne impressionne très fortement les milieux révolutionnaires, qui demandent très vite en France, la possibilité de soutenir leurs camarades espagnols. Tout d'abord enclin à soutenir un gouvernement ami, Léon Blum est obligé sous la pression de ses ministres radicaux d'annuler une commande d'armes faite par le gouvernement d'Azana². Entraîné dans le pacte de non-intervention par peur de la constitution d'un axe Rome-Berlin, le gouvernement de Front Populaire facilite néanmoins, en fermant les yeux, le trafic d'armes et l'envoi de volontaires en Espagne. Cette attitude de nonintervention, qui scandalise les communistes, ne choque que peu les libertaires. Dans Le Libertaire du 11 septembre 1936, Lashortes, militant reconnu, fait même paraître un article intitulé « Bravo M. Blum », qui exhorte le prolétariat français à soutenir ses frères espagnols dans une solidarité de classe à classe³. Cette attitude surprenante s'explique par la volonté de certains militants libertaires de renforcer les anti-autoritaires de la CNT-FAI, qui refusent toute idée de hiérarchie et de gouvernement et qui trouvent dans la non-intervention un moyen pratique de renforcer leur propagande contre l'Etat. Pour eux, ce n'est pas aux gouvernements d'aider l'Espagne républicaine, mais aux prolétaires de secourir les « combattants de la liberté ».

Le premier effort de solidarité qui ne soit pas de porté militaire, réalisé dans les milieux anarchistes français en faveur de la révolution espagnole, est une tentative de front

.

¹ Voir BERRY David, French Anarchist Volunteers in Spain, 1936-39: Contribution to a Collective Biography of the French Anarchist Movement, http://raforum.info/article.php3?id_article=239&lang=en#Anchor-49425, 17 avril 2007.

² BENNASSAR Bartolomé, La guerre d'Espagne et ses lendemains, op cit, pp 133-135.

³ Le Libertaire, 11 septembre 1936.

anarchiste, le Comité Anarcho-Syndicaliste pour la Défense et la Libération du Prolétariat Espagnol (CASDLPE). Il est créé en août 1936 à la demande de la CNT-FAI qui souhaite que le mouvement libertaire français mette de côté ses querelles doctrinaires pour soutenir efficacement, tant politiquement que matériellement, les Espagnols. C'est ainsi, que dans Le Libertaire du 7 août la Fédération des Groupes Anarchistes de Langue Espagnole en France (FGALEF) lance un appel à l'unité de tous les révolutionnaires, qui doivent aider l'Espagne¹. Rassemblant les trois grandes organisations anarchistes, la FAF, l'UA et les anarchosyndicalistes de la CGTSR, le CASDLPE se fixe comme objectifs de créer un réseau de Comités Anarcho-Syndicaliste (CAS) et de publier un journal, L'Espagne antifasciste, pour favoriser le soutien politique aux libertaires espagnols, « calomniés » et « oubliés »². Selon David Berry, les CAS avaient, au moment de la scission du CASDLPE en octobre 1936, récolté près de 100 000 francs, tant dans les usines qu'auprès des syndicats, ou à l'international (Amériques, Royaume-Uni...)³. Cet argent sert essentiellement à envoyer des colis alimentaires en Espagne pour les miliciens, mais aussi à permettre aux familles des combattants, de survivre. Le nombre de CAS est difficile à déterminer. Les journaux sont la seule source disponible et sont souvent peu complet sur ce point. Le rapport du 6 octobre 1936 de la Sûreté Générale, établi quelques jours avant la scission du CASDLPE, fait état d'un trafic d'armes à destination de l'Espagne organisé par des membres de l'UA, qui militent encore au sein des CAS. Emilienne Morin, compagne de Durruti, sert de liaison entre le CASDLPE et le Comité Central des Milices, instance dirigeante des milices libertaires en Espagne. Les liaisons en France sont établies autour de Louis Anderson, de Jules Chazanoff (ou Chazof), de Louis Lecoin et de Pierre Perrin dit « Odéon ». Ces militants, parmi les plus en vus au sein de l'UA, sont en lien étroit avec la direction de la CNT-FAI, qui fournit l'argent nécessaire à l'achat d'armes et qui voit d'un mauvais œil les dissensions entre les différents courants anarchistes français⁴. Les délégués de la CNT-FAI chargés d'acheter des armes sont hébergés dans les locaux du Libertaire, rue Piat, puis rue de Bondy, où ils peuvent se réfugier et cacher les armes⁵. C'est grâce à ces relations proches entre des membres influents de l'UA et la CNT-FAI que le Comité pour l'Espagne Libre (CEL) va être créé. Les critiques de la CGTSR et surtout de la FAF deviennent de plus en plus fortes vis-à-vis de l'attitude de la CNT-FAI, notamment sur sa participation aux gouvernements catalan et

¹ BERRY David, in SAGNES Jean et CAUCANAS Sylvie dir, op. cit, p 78.

² Le Combat Syndicaliste 14 août 1936.

³ BERRY David, in SAGNES Jean et CAUCANAS Sylvie dir, op. cit, p 80.

⁴ Rapport du 18 décembre 1936, P.Po BA 1545.

⁵ FAUCIER Nicolas, Dans la mêlée sociale itinéraire d'un anarcho-syndicaliste, La Digitale, Baye, 1988, p 112.

républicain. L'aide apportée tant d'un point de vue logistique que politique est bien en deçà des espérances fondées par les libertaires espagnols sur l'union des différents groupes anarchistes français. C'est ainsi que *Le Libertaire* du 16 octobre reproduit une lettre de Horacio Prieto du 3 octobre, qui demande aux camarades :

« de l'Union Anarchiste française et du Libertaire d'agir de toutes leurs forces et de la façon qu'il leur conviendra, en vue de venir en aide d'une manière efficace et rapide au peuple espagnol. En notre nom ils ont le droit, dans le but de nous soutenir, d'en appeler à quiconque »¹.

Chapitre 2:

Le Comité pour l'Espagne Libre et la solidarité matérielle

La traduction d'un télégramme d'Alfonso de Miguel, membre dirigeant de la CNT, en Une du *Libertaire* du 2 octobre 1936 confirme la nouvelle position de la CNT-FAI :

« A l'heure actuelle – octobre de 1936- celui qui en Espagne, en France ou dans n'importe quel pays du monde ne sait pas oublier les petites différences doctrinales ou les querelles purement personnelles pour forger l'unité révolutionnaire de toutes les forces ouvrières et socialement démocratiques n'aura plus désormais le droit de s'appeler révolutionnaire »².

Dès le numéro suivant, celui du 9 octobre, *Le Libertaire* annonce en Une la formation du Comité pour l'Espagne Libre, qui veut être l'intermédiaire entre les différents comités d'aide à l'Espagne déjà constitués. Aucune mention n'est faite des raisons de la scission avec le CASDLPE, la seule allusion indique que le CEL « vient au monde bien trop tard, il aurait dû voir le jour début août »³. Déjà le meeting de la fédération parisienne de l'UA, tenu à la Mutualité le 3 octobre, avait laissé entrevoir la formation d'une union révolutionnaire en faveur de l'Espagne plus large que celle du CASDLPE. Les présences de Marceau Pivert de la Gauche Révolutionnaire, de Weiss des Jeunesses Socialistes, de Ringeas de la JAC et de

¹ Le Libertaire, 16 octobre 1936.

² Alfonso de Miguel, *Le Libertaire*, 2 octobre 1936.

³ Le Libertaire. 9 octobre 1936.

Sébastien Faure pour l'UA donnaient un air de Front Révolutionnaire à la tribune. C'est en appelant en faveur de ce même front que le meeting est présenté dans *Le Libertaire* du 2 octobre :

« Pour vaincre le fascisme, pour lutter contre la guerre, pour la défense de l'Espagne, l'union de tous les révolutionnaires doit se réaliser. »¹.

A partir de là, les meetings et les actions unitaires vont se multiplier. Tout en restant composé très majoritairement d'anarchistes de l'UA, le CEL va développer des activités de propagande et de solidarité matérielle avec les milices espagnoles que le CASDLPE n'a jamais atteint.

A partir de la cessation des relations officielles de collaboration entre les différentes tendances anarchistes françaises, seule l'UA va maintenir une influence certaine dans l'aide à l'Espagne. Elle n'apparaît plus dans ce but que sous le sigle du CEL, organisant des meetings unitaires avec ses partenaires de la Gauche Révolutionnaire, des JEUNES, les trotskistes et envoyant du matériel médical, quelques armes et des colis alimentaires aux milices. Un rapport de police du 18 décembre indique que Lecoin gère le CEL et qu'il est entouré de Nicolas Faucier, Louis Anderson, Pierre Le Meillour, tous militants à l'UA. Ce même rapport mentionne la création du centre de ravitaillement des milices antifascistes d'Espagne au 203 de la rue d'Alésia dans le XIVème arrondissement de Paris. Le centre se donne pour but de rassembler les vivres et les colis à destination de l'Espagne et d'en assurer l'expédition². La nature des dons souhaités est indiquée :

« vestes de cuir, pantalons de velours, sous-vêtements de laine, conserves, sucre, café, cigarettes, médicaments, pansements, gâteaux secs »³.

Ouvert sept jours sur sept de 9h à minuit, le centre de ravitaillement n'entend récolter que des denrées alimentaires et des biens destinés à l'amélioration du sort des miliciens (cigarettes, papier à lettres). *Le Libertaire*, l'UA et le CEL mettent en place des listes de souscriptions pour récolter de l'argent et financer le centre. Celui-ci insiste aussi sur la nécessité d'envoyer des produits alimentaires, les syndicats de l'alimentaire et les cigarettiers donnant du café, de la confiture, et 10 000 paquets de cigarettes⁴. Cette solidarité matérielle est à la base de

¹ Le Libertaire, 2 octobre 1936.

² rapport du 18 décembre, CAC 20010216 ART. 92-119.

³ *Le Libertaire*, 2 octobre 1936.

⁴ Voir BERRY David, A History of the French Anarchist Movement, 1917-1945, op. cit, p 263.

l'activité du CEL. Une fois collectés les colis sont envoyés en Espagne par des camions du CEL. C'est Pierre Odéon qui se charge de convoyer les chargements de Paris vers l'Aragon en passant par Perpignan et Barcelone. Dans le récit qu'il publie le 1^{er} janvier 1937 dans *Le Libertaire*, il indique que ce sont « cinq camions et une quinzaine de tonnes de marchandises diverses » ¹ qui ont été acheminées dernièrement. Il existe quatre équipes de trois chauffeurs placées sous la responsabilité d'Odéon, qui font le trajet toutes les semaines vers l'Espagne. Lors du congrès de l'UA fin octobre 1937, Lecoin tire un bilan matériel du CEL :

« Le Comité a envoyé pour plusieurs millions de vivres en Espagne (environ 100 camions de trois à quatre tonnes), sans compter « les moyens de défense » »².

Cela représente environ 400 tonnes de vivres, ce qui est relativement important compte tenu du public limité du CEL. Ce même Lecoin, dans *Le cours d'une* vie, précise que ce sont environ cinq camions par semaine qui sont envoyés³.

« Les moyens de défense », désignent les armes qu'à chaque voyage le CEL envoie, dissimulées sous les marchandises. La police est au courant de ce trafic, un rapport du 18 décembre 1936, indique que « en outre à chaque voyage le camion apporterait parmi sa cargaison, des armes destinées aux miliciens. »⁴. C'est Nicolas Faucier, coresponsable avec Lecoin du CEL, qui apporte le plus de renseignement sur le fonctionnement de ce trafic. Les militants libertaires fournissent aux délégués de la CNT-FAI des armes par l'entremise de petits truands⁵, ce que vient confirmer la police, en soupçonnant le gangster Carbone d'avoir fourni plusieurs milliers de fusils Winchester, des cartouches et de la poudre au CEL. C'est Chazof qui gère durant toute la fin 1936 et le début 1937 la recherche des fournisseurs et c'est Lecoin qui fournit la caution financière au trafic en recevant l'argent des Espagnols. Ce sont ainsi plusieurs centaines de milliers de francs qui servent à un achat d'armes en Belgique, armes saisies à la douane mi-décembre 1936⁶. Ce trafic est tout à fait symbolique, les quelques armes cachées dans les camions ne répondant pas aux besoins des milices. Le trafic d'arme est loin d'être un succès.

¹ Voir ODEON Pierre, *Paris – Aragon et retour, Le Libertaire* 1 janvier 1937.

² Le Libertaire, 11 novembre 1937.

³ LECOIN Louis, *Le cours d'une vie*, Paris, 1965 (publié à compte d'auteur), p 154.

⁴ Rapport du 18 décembre 1936, CAC 19940445 ART. 505.

⁵ FAUCIER Nicolas, op. cit, p 112.

⁶ Sur ce trafic d'arme, voir P.Po BA 1562 rapports du 6 et du 17 octobre, du 14 novembre et du 20 décembre.

Le CEL ne peut se contenter d'envoyer des colis en Espagne. Il décide au début de 1937 de créer une colonie d'enfants dans un château réquisitionné, à Llansa, à huit kilomètres au sud de la frontière française, près de Gérone, l'ancien domaine Marli. La création de la colonie Ascaso-Durruti est annoncée par un article de Sébastien Faure dans Le Libertaire du 11 février 1937. Créée au départ pour 50 enfants évacués de Madrid, cette colonie devient très vite l'une des principales activités du CEL. C'est la CNT-FAI qui met à disposition le château, mais sa gestion revient au Comité. Les orphelins deviennent « nos gosses », et sont « adoptés » par l'UA et le CEL. Pour eux, le centre de ravitaillement de la rue d'Alésia va demander des denrées alimentaires différentes, lait condensé, chocolat, cacao¹. De 50 enfants, chiffre prévu, le nombre de pensionnaires va passer à plus de 200 au moment de l'installation dans le château début mars. Ils viennent de Madrid, mais aussi de Malaga et d'Aragon². La colonie est dirigée par Paula Felstein, aidée de six autres femmes. Un professeur est employé pour donner des leçons aux enfants³. Le CEL est très attaché au développement de la colonie de Llansa, qui constitue pour lui une vitrine de ses activités en faveur des antifascistes espagnols. Le Libertaire publie ainsi le 15 juillet une pleine page qui relate la vie dans la colonie, avec des témoignages de l'instituteur, Idelfonso Gonzalez et du médecin, le docteur Soler-Boix, qui établit un rapport au nom du Comité Interrégional de Santé de Gérone sur la colonie de Llansa le 2 septembre 1937⁴. Le nombre d'enfants est porté à 186 au moment de l'inspection et le comité remarque avec bienveillance que « les enfants peuvent jouir de toutes les commodités que leur offre la magnifique installation de la colonie » et qu'ils reçoivent une « éducation soignée ainsi qu'un enseignement propre à les préparer à devenir des citoyens utiles »⁵. Les notions d'hygiène et d'éducation reviennent régulièrement dans les articles du Libertaire et les témoignages sur la colonie. L'instituteur indique que :

« l'aspect éducatif et de morale révolutionnaire n'est pas négligé, afin d'enraciner dans l'esprit des petits camarades réfugiés, un esprit de révolutionnaires et un idéal d'Hommes libres »⁶.

L'entretien du château, l'approvisionnement en nourriture, représentent des sommes considérables pour le CEL, qui dépense de 10 000 à 15 000 francs par mois 1 à Llansa et dans

¹ Le Libertaire, 18 février 1937.

² Le Libertaire, 3 mars 1937.

³ Voir BERRY David, A History of the French Anarchist Movement, 1917-1945, op cit, p 264.

⁴ Ce rapport est publié dans *Le Libertaire* du 7 octobre 1937.

⁵ Le Libertaire, 7 octobre 1937.

⁶ Le Libertaire, 15 juillet 1937.

Le Libertaire du 23 septembre le secrétariat du Comité déplore de devoir puiser dans les fonds qu'il réserve au front pour pouvoir continuer à envoyer des vivres aux « enfants adoptifs » du CEL². Les listes de souscriptions ne suffisent plus et le secrétariat du CEL décide fin avril d'organiser une grande tombola pour la fin juin. C'est Lecoin qui s'occupe des lots. Il va chercher le paysagiste Vlaminck à Reuil-la-Gadelière, en Eure-et-Loir où il réside. Sympathisant des républicains espagnols, le peintre accepte de donner une toile pour la tombola. Suivant cet exemple, des dizaines de peintres envoient des peintures et des sculptures pour les orphelins de Llansa. Plus d'une centaine d'œuvres sont rassemblées et exposées dans une salle de l'Union des syndicats de la Seine³. Le succès de la tombola est immense, le premier tirage de 100 000 billets est épuisé dès la mi-mai et un second tirage de 100 000 billets est effectué. C'est le vieux Sébastien Faure qui toutes les semaines à partir du 29 avril va publier un encart sur l'organisation de la tombola. La presque totalité des billets est vendue, cela représente un bénéfice de près de 120 000 francs, le comité d'organisation ayant estimé le bénéfice net par billet vendu à 60 centimes⁴. Cet argent permet au CEL d'entretenir Llansa pendant plusieurs mois. En plus de cet évènement exceptionnel, le CEL organise à plusieurs reprises des fêtes au bénéfice de « ses gosses », dont la plus importante a lieu le 17 septembre à la Mutualité à Paris et qui voit le tirage de « la grande tombola solidaire », repoussé plusieurs fois en raison du retirage de billets. Annoncée par de grands encarts dans Le Libertaire, la fête réunit des artistes proches du mouvement libertaire tels que Frehel, Raymond Souplex, Maurice Rostand, Charles d'Avray, célèbre chansonnier anarchiste, mais aussi des orateurs comme Sébastien Faure. L'entrée payante (6 francs pour les adultes, 3 francs pour les enfants et les chômeurs) apporte elle aussi une ressource financière non négligeable⁵. Pour l'histoire, les gagnants de la tombola sont demeurés inconnus.

1 Ibid.

² *Le Libertaire*, 23 septembre 1937.

³ FAUCIER Nicolas, op. cit, pp 114-115.

⁴ Le Libertaire, 29 avril 1937.

⁵ Le Libertaire, 16 septembre 1937.

Chapitre 3:

Le CEL et la solidarité politique

A côté de l'envoi de vivres, de quelques armes et de la récolte de fonds pour les enfants de Llansa, le CEL organise une intense propagande politique en faveur des révolutionnaires espagnols. Dès juillet, Le Libertaire multiplie les articles de soutien à la CNT-FAI. Dans chaque numéro et différentes rubriques, les témoignages et les récits de la lutte des colonnes anarchistes contre les troupes nationalistes sont mis à l'honneur. Le 23 juillet 1936 le journal de l'UA titre sur toute sa Une « La révolution espagnole, c'est la nôtre! » ¹ et le 25 septembre, Sébastien Faure écrit :

« Nous pouvons dire certainement que la défaite de nos camarades espagnols serait notre propre défaite, et que leur victoire serait notre victoire »².

Pour les libertaires français il ne s'agit pas seulement d'aider leurs camarades, il s'agit aussi de faire triompher la révolution espagnole dans l'espoir qu'elle fasse des émules en France. Enfermés dans le carcan idéologique du CASDLPE, l'UA ne peut pas mettre en pratique la stratégie de Front Révolutionnaire qu'elle prône. Avec la sortie du CASDLPE et la création sous l'égide de l'UA du CEL, le travail avec les autres organisations devient plus aisé. Nicolas Faucier, Louis Lecoin, Louis Anderson et Pierre Le Meillour sont détachés de l'UA pour se consacrer uniquement au secrétariat du CEL³. Le meeting du 23 octobre à la Mutualité est la première manifestation de la volonté de militants comme Lecoin ou Faucier d'unir toutes les tendances révolutionnaires autour du Comité. A la tribune se succèdent sous la présidence de Lecoin, des représentants de la CNT-FAI (Magrina, Mavilla, Traal), Gorkin du POUM, Miravitlles de la Generalitat de Catalunya, Zyromski de la Gauche Révolutionnaire, Josse des JEUNES, mais aussi et surtout Léon Jouhaux, tout puissant secrétaire général de la CGT, rallié à l'Union Sacrée en 1914 et « épouvantail » des anarchistes les plus doctrinaires, notamment ceux de la CGTSR et de la FAF. Ce sont plus de 15 000 personnes selon Le Libertaire du 30 octobre 1936 qui assistent au rassemblement. Pierre Besnard de la centrale anarcho-syndicaliste prévu au meeting, ne voulut pas prendre la

¹ *Le Libertaire*, 23 juillet 1936. ² *Le Libertaire*, 25 septembre 1936.

³ Le Libertaire. 9 octobre 1936.

parole aux côtés de Jouhaux. Berry indique que le 24 octobre se réunissait, à la suite du meeting, un congrès du CASDLPE, d'où l'UA est exclue après que sa volonté d'élargissement de l'organisation à des non anarchistes eut été rejetée¹. Les meetings spectaculaires se multiplient. Le plus honteux, aux yeux de la FAF et de la CGTSR a lieu au Vélodrome d'Hiver le 6 décembre 1936 devant près de 20 000 personnes². En plus de Jouhaux de la CGT, prennent place à la tribune sous la présidence de Lecoin : Marcel Cachin du PCF, Zyromski pour la Gauche Révolutionnaire, Mac Govern de l'Independent Labour Party, Lucien Huart pour l'UA, Paul Langevin pour le Comité de Vigilance des Intellectuels Antifasciste (CVIA), André Chamson, Victor Basch le président de la Ligue des Droits de l'Homme et Marceau Pivert au nom du CEL. La présence d'un membre du PCF est décriée et l'édito du *Libertaire* du 4 décembre anticipe les critiques :

« Nous savons fort bien les buts particuliers que certains poursuivent sous le couvert de la défense de l'Espagne. Aussi pas une minute nous ne sommes dupes du concours qu'ils apportent.[...] nous avons le devoir de surmonter, du moins pour un instant, le déplaisir que nous cause certains contacts »³.

Pourtant les sifflets contre Marcel Cachin volent lors du meeting et il faut tout le charisme de Lecoin pour qu'il finisse son intervention. Le conflit entre militants de la FAF, de la CGTSR et de l'UA atteint son paroxysme lors du meeting du 18 juin 1937 toujours au Vel d'Hiv, où Federica Montseny et Garcia Oliver prennent la parole au nom de la CNT-FAI et défendent les positions des libertaires espagnols après les affrontements entre communistes et anarchistes en mai à Barcelone. Des militants de la CGTSR tentent en effet de perturber le meeting et le service d'ordre de l'UA est obligé de faire le coup de poing, Félix Guyard, militant important de la Fédération de Paris, donnant plusieurs coups de couteau à un homme de la FAF⁴.

Pourtant tous les meetings ne se déroulent pas ainsi et la majorité, que cela soit à Paris ou en Province, attirent une assistance nombreuse, dépassant le milieu libertaire grâce à la présence d'orateurs, notamment de la Gauche Révolutionnaire de Marceau Pivert, non affiliés à l'UA. Pour appeler à ces réunions publiques, le CEL publie des articles et des encarts dans *Le Libertaire*, mais tire aussi des affiches en partenariat avec l'UA, comme celle intitulée

¹ BERRY David, in SAGNES Jean et CAUCANAS Sylvie dir, op. cit, pp 82-83.

² Le Libertaire, 11 décembre 1936.

³ *Le Libertaire*, 4 décembre 1936.

⁴ Voir rapport du 25 juin, CAC 20010216 ART. 92-119.

« Toute l'Espagne sous le knout » et appelant à soutenir la CNT-FAI et l'UGT, qui sont « maltraitées par le gouvernement de Valence »¹, lors d'un meeting conjoint de l'UA et du CEL à la Mutualité. De plus en plus *Le Libertaire* affiche la volonté de l'UA d'aller vers un Front Révolutionnaire, soutenu en cela par la CNT-FAI, qui voit dans la constitution de ce Front une chance supplémentaire d'élargir le nombre de ses soutiens². Durant toute l'année 1937, les deux grands mots d'ordre du CEL et de l'UA seront en faveur du Front Révolutionnaire et de la fin du blocus. En effet, si dans un premier temps les anarchistes se sont félicités de la non-intervention, qui leur laissait la possibilité de pratiquer une solidarité de classe à classe, les effets du blocus des armes et des vivres vers l'Espagne républicaine devient vite durant le premier hiver du conflit l'une des préoccupations majeures. Le slogan « du blé et des armes pour l'Espagne » est décliné sous toutes ses formes : meetings, affiches, tracts.

L'audience du CEL reste malgré tout cantonnée à une frange très réduite de travailleurs, révolutionnaires qui sont déjà convaincus de la nécessité d'aider les libertaires espagnols. Malgré le succès des meetings, la création de la colonie Ascaso-Durruti à Llansa, l'envoi régulier de vivres et de vêtements sur le front, même si le centre de la rue d'Alésia est devenu trop petit et qu'il a fallut déménager au 26 rue de Crussol début 1937, les besoins sont toujours supérieurs aux dons et l'aide du CEL reste trop faible par rapport à celle des communistes, qui se sont renforcés en Espagne, profitant de l'aide soviétique. Le PCF et son organisation d'entraide, le Secours rouge de France, qui ne s'appelle pas encore le Secours Populaire, ont par exemple versé entre septembre et août 1936 plus de 1 600 000 francs pour l'Espagne et envoyé avec les Brigades Internationales près de 12 000 combattants³. Les anarchistes ne peuvent rivaliser avec les moyens déployés par les communistes et savent qu'il faut réagir en mobilisant l'ensemble des forces anti-autoritaires. Investis dans le CEL, les militants de l'UA en tiennent toutes les clefs : Lecoin est secrétaire, Faucier est trésorier, Odéon est chargé du transport. Après être sortis du CASDLPE, ces militants pensaient avoir trouvé avec le CEL un outil pour unifier toutes les tendances en faveur de l'aide à l'Espagne. Mis à part le fait d'avoir permis au *Libertaire* de tirer régulièrement sur six pages et d'avoir organisé des meetings et des évènements unitaires pour rassembler des fonds en faveur des enfants de Llansa ou des miliciens, le CEL ne s'est toutefois que peu développé hors de Paris. Le nombre de centres de ravitaillement n'est pas supérieur à une trentaine et tous

¹ Voir rapport du 3 octobre 1937, CAC 20010216 ART. 92-119.

² Le Libertaire, 25 février 1937, Le Libertaire 10 mars 1937, Le Libertaire 1^{er} avril 1937, Le Libertaire 13 mai 1937, Le Libertaire 20 mai 1937.

³ SERRANO Carlos, L'Enjeu espagnol. PCF et guerre d'Espagne, Messidor, Paris, 1987, p 224.

correspondent à des sections existantes de l'UA¹. Le CEL a essayé pendant un an, d'octobre 1936 à sa dissolution lors du congrès de l'UA de la fin octobre 1937, de centraliser l'aide des anti-autoritaires à l'Espagne antifasciste. En quittant un Front purement anarchiste, les militants de l'UA, au premier rang desquels on retrouve Faucier et Lecoin, ont tenté de mettre en place autour de leur organisation la stratégie de Front Révolutionnaire, d'unification pour un objectif précis de toutes les tendances révolutionnaires, sans préoccupation de la couleur du drapeau, adoptée au congrès d'avril 1936. Mais les attaques de plus en plus virulentes contre la CNT-FAI, les combats de mai 1937 à Barcelone et le manque d'armes et de vivres incitent Lecoin et le secrétariat du CEL à accéder aux demandes des Espagnols de créer en France une section de la Solidarité Internationale Antifasciste (SIA). Emanation des libertaires espagnols, la SIA est créée à Barcelone durant l'été 1937. En refusant la bannière anarchiste et en décrétant vouloir réunir tous les révolutionnaires elle essaie de contrer l'influence des communistes dans l'aide à l'Espagne.

¹ Le Libertaire, 18 décembre 1936.

Deuxième partie

L'action de la SIA

Chapitre 4:

Qu'est ce que la SIA?

La transformation du CEL en SIA, est adoptée par le congrès de l'UA à l'unanimité moins quatre votes contre et deux abstentions¹. Grâce à cette décision, l'implication des libertaires de l'UA dans l'aide à la révolution espagnole entre dans une troisième phase : la première avait été le Front Anarchiste avec la CGTSR et la FAF au sein du CASDLPE, la deuxième une phase de repli de l'UA sur ses seules forces militantes, tout en ouvrant ses meetings et ses actions au plus grand nombre. La dernière commence avec la création de la SIA en novembre 1937. Cette ultime phase est celle qui donne les résultats les plus encourageants et qui se rapproche le plus de la stratégie de Front Révolutionnaire de l'UA. La fondation de la SIA répond à la nécessité de la CNT-FAI de se renforcer au plan international contre les communistes. Après les événements de mai 1937 à Barcelone et la répression organisée par le gouvernement républicain contre le POUM et les militants anarchistes², la CNT-FAI doit rassembler dans un cadre le plus large possible les antiautoritaires pour assurer sa survie politique vis à vis des communistes. La présence des Brigades Internationales, de « spécialistes » soviétiques et la propagande des différents partis communistes isolent de plus en plus les milices et les anti-autoritaires espagnols. Ne bénéficiant pas de l'organisation logistique et des ressources matérielles de l'IC, qui défend le principe de guerre antifasciste, la CNT, l'UGT, la Federación Iberica de Juventudes Libertarias (FIJL) et la FAI décident de la création de la SIA³. Fondée dans une perspective internationale, censée se tenir au-dessus de toutes les tendances⁴, rassemblant tous les tenants de la révolution sociale espagnole, la SIA se développe très vite et trouve en France une terre d'accueil.

La section française de la Solidarité Internationale Antifasciste voit le jour lors du congrès de l'UA qui a lieu à Paris du 30 octobre au 1^{er} novembre 1937. Le compte-rendu du congrès paraît dans *Le Libertaire* des 4 et 11 novembre et mentionne le fait que le CEL, dirigé par Lecoin et Faucier, s'est vu sollicité par les dirigeants espagnols de la SIA, Federica Montseny et Herrera, pour créer en France une section de la SIA. Cette organisation plus

¹ Le Libertaire, 11 novembre 1937.

² BENNASSAR Bartolomé, *op. cit*, pp 178-186.

³ BERRY David, in SAGNES Jean et CAUCANAS Sylvie dir, p 87.

⁴ P. Po BA 1713.

vaste, se doit de devenir un « contrepoids aux organismes déjà créés sous l'égide des partis politiques » let rayonner le plus largement possible pour aider les antifascistes espagnols. La brochure que publie la SIA à la fin 1937, détaille les buts du nouvel organisme :

« La SIA a été créée par réaction contre les agissements d'organismes dits de secours, qui, n'étant que des appendices de certain parti politique, font le jeu de celui-ci en ne pratiquant la solidarité que dans la mesure où le parti en tire un avantage... au moins moral» ².

La section espagnole, celle qui demande à Lecoin et Faucier la transformation du CEL en SIA, est créée à Barcelone en juin 1937 et constitue dès cette période un Bureau International et un Conseil Général, montrant la volonté de se développer hors d'Espagne. La nouvelle organisation souhaite se placer au-dessus de toutes les tendances politiques et affirme vouloir aider tous les vrais combattants antifascistes espagnols³. Pourtant, elle s'affirme aussi comme un « groupement révolutionnaire »⁴ et ce qu'elle réalise entre novembre 1937 et mars 1939 tient tout à la fois de la solidarité matérielle et de la solidarité politique en faveur des révolutionnaires anti-autoritaires espagnols. La SIA s'affiche dès le départ comme une organisation antifasciste, qui est faite pour :

« secourir plus particulièrement les victimes des Etats totalitaires, pour dénoncer les crimes du fascisme mondial et y mettre fin par la disparition de cette forme abominable d'Autorité »⁵.

Pourtant, malgré cette volonté universelle, l'aide à l'Espagne et aux antifascistes espagnols est considérée comme prépondérante, celle-ci devant permettre aux antifascistes espagnols de résister victorieusement aux « hordes de Franco, la défaite du fascisme en Espagne devant inévitablement, d'ailleurs, entraîner la déroute du fascisme international »⁶. Le soutien aux deux centrales syndicales espagnoles et aux acquis de la révolution espagnole est aussi très

31

¹ Le Libertaire, 11 novembre 1937.

² P. Po BA 1713.

³ P. Po BA 1713.

⁴ Le Libertaire, 23 juin 1938.

⁵ P. Po BA 1713.

⁶ Ibid..

clair dans cette première brochure publiée par SIA à 650 000 exemplaires¹, ce qui situe l'organisation sur un plan à la fois humanitaire et politique. En effet, SIA souhaite :

« que le front de la liberté ne se dissocie point en Espagne, que les deux centrales syndicales, la CNT, l'UGT, réalisant l'unité syndicale, prennent dans la lutte contre Franco et dans la gestion sociale et économique de leur pays la part qui leur revient, la plus grande »².

On est bien loin, on le voit, de la politique du Parti Communiste Espagnol (PCE) et de l'IC qui entendent mener en premier lieu une guerre antifasciste et après la victoire sur Franco, grâce à l'aide des réformistes et de la petite bourgeoisie, réaliser la révolution sociale. La défense par la SIA des conquêtes sociales au même titre que le soutien matériel aux antifascistes espagnols place l'organisation dans un camp d'opposition aux tactiques de l'IC.

Afin de montrer sa volonté de s'affranchir du milieu anarchiste, la SIA se dote, comme c'est le cas en Espagne, d'un comité de patronage rassemblant 25 personnalités françaises³. On y retrouve des artistes, des syndicalistes, des militants politiques, tous connus pour leur engagement en faveur de l'Espagne républicaine et leur intégrité. Il y a là une écrasante majorité d'hommes (24 sur 25, une seule femme) et la moyenne d'âge est d'environ 54 ans (le plus vieux a 79 ans, le plus jeune 29). Ce qui est remarquable, c'est la diversité des tendances représentées : 11 membres de la SFIO (dont cinq de la Gauche Révolutionnaire pivertiste), cinq apparentés au mouvement anarchiste (seul Sébastien Faure est adhérent à l'UA), cinq dont l'appartenance politique ne nous est pas connue, deux indépendants exclus ou démissionnaires du PCF, un radical-socialiste et même un compagnon de route du PCF. Au milieu de représentants du monde syndical tel que le secrétaire de la CGT Léon Jouhaux ou René Belin, ex secrétaire de la même centrale, on retrouve des leaders de la SFIO, Marceau Pivert, Julien Cruzel, Maurice Delépine, ainsi qu'une dizaine d'intellectuels. Parmi ceux-ci André Chamson, futur directeur des Archives Nationales, écrivain, conservateur du Petit Palais, Georges Pioch, membre du comité central de la LDH, président de la Ligue Internationale des combattants de la paix, fondateur de l'association « Les Amis des travailleurs étrangers », Paul Rivet, premier député du Front Populaire en 1935, président du CVIA, membre du Conseil Consultatif de la LDH, directeur du musée de l'Homme, Maurice

¹ Ibid.

³ Le Libertaire, 18 novembre 1937 et P. Po BA 1713.

Rostand¹. Ces personnalités sont là pour montrer l'ouverture de la SIA et son positionnement au-dessus de toutes tendances. Pourtant le positionnement d'un grand nombre des membres du comité contre les tactiques syndicales ou politiques du PCF ne trompe pas sur la nature anti communiste de la SIA².

Ce comité de patronage n'exerce aucune influence sur la politique et la gestion de la SIA. Cette dernière est confiée à un comité de gestion et de propagande composé de quatre membres de la SFIO (dont Marceau Pivert), de l'anarchiste Louis Lecoin et d'un syndicaliste révolutionnaire en la personne de Robert Louzon. Une commission de contrôle est aussi instituée, comprenant trois membres parmi les plus âgés du comité de patronage (Sébastien Faure, Georges Yvetot et le docteur Pierrot) qui a un droit de regard sur les finances de l'organisation. Le secrétariat, composé de deux permanents, non rémunérés dans un premier temps³, est formé de Nicolas Faucier et Louis Lecoin, soit deux membres actifs de l'UA. Sans être ouvertement libertaire, le fonctionnement de la SIA s'inspire donc fortement des pratiques anti-autoritaires des anarchistes. La manière dont fonctionne la SIA n'est pas précisée dans la brochure citée ci-dessus et pour cause, l'organisation refuse de s'enfermer dans des statuts⁴, le but qu'elle s'est fixé devant suffire à lui même. Ainsi à la question « Comment SIA sera gérée ? »⁵, il est répondu :

« Ce sera aux sections de la SIA d'en décider par la suite. De se prononcer làdessus, cette année par la voie d'un référendum qui aura lieu en décembre. D'en délibérer, ultérieurement, dans les futurs congrès de la SIA. »⁶.

C'est Nicolas Faucier qui dans ses mémoires donne le plus d'informations sur l'organisation. Il estime le nombre d'adhérents à plusieurs milliers⁷ et un an après sa création SIA revendique dans le premier numéro de son journal 45 000 adhérents et 350 sections sur tout le territoire⁸. Lecoin, bien que s'étant opposé au principe des cartes et des cotisations régulières au congrès de l'UA de 1930 à Paris, propose l'instauration de cartes annuelles et de timbres de cotisation

¹ Voir fiches individuelles des personnes citées in MAÎTRON, Jean, dir. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Éditions Ouvrières [cédérom] 2002.

² Voir annexes, document III pour les détails sur le comité de patronage de la SIA.

³ LECOIN Louis, op. cit, p 159.

⁴ P. Po BA 1713.

⁵ Ibid.

⁶ Ibid.

⁷ FAUCIER Nicolas, op. cit, p 115.

⁸ SIA, 10 novembre 1938.

pour les membres¹. Cette vieille répugnance anarchiste a toujours cours au sein de l'UA. En effet, la carte et la cotisation sont assimilées à des directives et à une forme d'autorité de la part des instances fédérales et quelques groupes les refusent, ce qui a pour effet de mettre en difficulté financière l'UA un certain nombre de fois. David Berry, dans son *History of the French Anarchist Movement*, 1917-1945 ² ne dénombre que 142 sections : 14 à Paris, 63 en proche banlieue et 65 en province. Il est fort probable que ce chiffre soit plus proche de la vérité que celui donné par la SIA, même si ces sections sont nettement plus nombreuses que les sections du CEL ou de l'UA, ces dernières approchant à peine la centaine au vu des noms donnés en fin du *Libertaire* chaque semaine.

Résultat de la dislocation du CEL sur recommandations de la CNT-FAI³, la SIA récupère les locaux du 26 rue de Crussol dans le 11^{ème} arrondissement à Paris, ainsi que l'ensemble des centres de ravitaillement existants en Province. Sans compter les petits, 24 centres⁴ sont chargés de rassembler les dons et les colis alimentaires à destination de l'Espagne. En dépassant la base libertaire originelle du CEL, l'aide matérielle apportée par les anti-autoritaires prend une tournure plus importante.

Chapitre 5:

La SIA: ses actions matérielles

La SIA, en récupérant les centres de ravitaillement du CEL reprend aussi en main les actions matérielles que celui-ci a initiées : la colonie d'enfants de Llansa, l'envoi de colis utilitaires aux combattants antifascistes en Espagne, l'organisation de meetings de soutien. Les premiers appels de la SIA sont lancés en faveur des orphelins de Llansa et ce dès le 9 décembre 1937 dans l'une des deux pages que *Le Libertaire* loue à la nouvelle organisation pour son expression politique. Sous la forme d'un récit de Nicolas Faucier, qui raconte la vie à Llansa telle qu'il l'a vue, un appel est lancé en faveur de la solidarité avec ces « gosses »⁵.

¹ FAUCIER Nicolas, op. cit, p 115.

² BERRY David, *History of the French Anarchist Movement*, op. cit, p 291.

³ P. Po BA 1713, rapport du 27 août 1937.

⁴ Croix, Nancy, Dijon, Chaumont-Bruxereuil, Saint-Quentin, Brest, Saint-Étienne, Lyon, Toulouse, Nice, Toulon, Lille, Orléans, Valenciennes, Reims, Lorient, Le Mans, Rouen, Montpellier, Carcassonne, Marseille, Nîmes, Bordeaux, Perpignan, voir P. Po BA 1713. Un autre centre est créé à Alger quelques mois plus tard, voir *SIA*, 1^{er} décembre 1938.

⁵ Le Libertaire, 9 décembre 1937.

La gestion de la colonie ne change pas, c'est toujours Paula Felstein qui est chargée de la gérer, il y a toujours un instituteur et environ 200 enfants. Régulièrement, les deux pages de SIA dans Le Libertaire reviennent sur cette vitrine de l'aide aux antifascistes espagnols. Un nouveau récit sur la vie dans la colonie paraît dans Le Libertaire du 3 février 1938 dans celui du 17 mars, mais aussi dans le premier numéro de SIA le 10 novembre 1938. L'argent collecté par le CEL lors de sa tombola ainsi que durant ses souscriptions a été transféré sans problème à la SIA en même temps que ses responsabilités. Pourtant, la somme de 10 à 15 000 francs nécessaire à l'entretien mensuel de la colonie incite la SIA à trouver de nouveaux financements. En plus des listes de souscriptions et des colis spéciaux pour Llansa, de nombreuses fêtes sont organisées afin de financer les envois. La première de ces fêtes est annoncée dans Le Libertaire du 13 janvier 1938 et prévoit la participation de nombreux artistes de la mouvance libertaire et révolutionnaire tels que Pierre Dac, Maurice Rostand, Charles d'Avray, mais aussi des enfants de Llansa venus chanter des chants espagnols, dans un spectacle organisé à la salle de la Mutualité¹. Cette même fête fait l'objet d'un rapport de police lui aussi daté du 13 janvier², qui laisse entendre qu'un public nombreux assistera à cette fête. D'autres fêtes sont organisées en province, mais avec une audience beaucoup plus réduite. Lors d'une autre manifestation, le 17 février 1939, on note la présence de Louis Jouvet, d'Harry Baur, de Noël-Noël, du danseur Serge Lifar³. Ces spectacles qui attirent un public assez nombreux, permettent grâce à une entrée payante de financer la SIA aussi sûrement que les listes de souscription. La liste des besoins de la colonie et de ses enfants est publiée comme un appel à solidarité dans Le Libertaire du 11 août 1938. Ces besoins sont estimés à « environ 15 tonnes de marchandises par mois amenées de France pour la plupart et fournies par notre SIA et ses sections. » Ces marchandises sont essentiellement des produits de première nécessité (pain, œufs, légumes secs, pomme de terre, charbon) mais aussi des produits spécialement destinés aux enfants, pour leur croissance, leur plaisir (galettes, lait concentré, confitures, cacao, chocolat...).

Les envois vers le front en faveur des antifascistes combattants en Espagne ne s'interrompent pas du fait du changement de sigle. En réaffirmant la nécessité de l'aide immédiate à l'Espagne, la SIA continue l'œuvre du CEL. Elle lance des listes de souscription, collecte de l'argent, des vivres, du linge, des vêtements. Les colis récoltés dans les centres de ravitaillement, le principal étant celui du 26 rue de Crussol à Paris, continuent à être

¹ Le Libertaire, 13 janvier 1938.

rapport du 13 janvier 1938, CAC 20010216 ART. 92-119.
 Rapport du 16 février 1939, CAC 20010216 ART. 92-119.

⁴ Le Libertaire du 11 août 1938.

acheminés sur le front et dans les villes espagnoles grâce aux convois que dirige toujours Pierre Odéon. Au départ assisté par Henri Cottin, le frère d'Emile Cottin¹, Pierre Odéon s'en sépare car celui-ci rencontre des problèmes d'alcool. Selon la police, les deux hommes convoient régulièrement des camions jusqu'à Barcelone, Llansa et les incartades de Cottin durant les trajets lui auraient fait perdre son emploi. C'est à partir de mars 1938 que Mouysset, militant parisien de l'UA le remplace².

Si le CEL ne donnait que des orientations en ce qui concerne la nature des produits demandés, la SIA met en place un service de colis utilitaires qui est censé réduire les coûts de transport et de permettre aux camarades isolés d'aider les antifascistes tout de même. Une liste de ces colis utilitaires est publiée dans le premier numéro de *SIA* le 10 novembre 1938. Riz, pois chiches, haricots, morue, sucre, lait concentré, essentiellement donc des produits qui se conservent bien et qui ont un conditionnement pratique pour le transport. Pour éviter le coût de l'acheminement vers l'Espagne, la SIA s'est mise en relation avec la maison Lenfant à Port-Vendres, juste à côté de la frontière. Ce magasin reçoit les mandats et les commandes de toute la France et ce sont les camions de la SIA qui se chargent de faire passer la frontière aux marchandises.

Les archives consultées ne contiennent aucune information sur la gestion financière de la SIA et de ses différentes sections. Les seules informations financières proviennent de la publication mensuelle, dans la partie réservée aux antifascistes espagnols en France, des, comptes de la Fédération des Comités Espagnols d'Action Antifasciste (FCEAA). Ces groupes, constitués d'Espagnols exilés en France pour des raisons politiques mais aussi économiques, adoptent à leur congrès de Montpellier en janvier 1938 une résolution portant sur l'adhésion de ce groupement à la SIA. Les 80 délégués, représentant près de 300 groupes renforcent ainsi la nouvelle organisation à la fois numériquement, mais aussi symboliquement en apportant le soutien des Espagnols de France à l'action entreprise par les antifascistes français³. C'est cette fédération qui anime la partie hispanophone de la SIA, que cela soit au sein des colonnes du *Libertaire*, ou plus tard dans la *SIA*. Les comptes sont régulièrement publiés et apportent un éclairage, incomplet malheureusement, sur la gestion financière des sections de la SIA. En novembre 1938, lors du congrès de la FCEAA, 12 comités régionaux, tous au sud de la Loire, et 12 comités locaux, eux aussi tous implantés dans le sud de la

¹ Anarchiste, auteur d'un attentat contre Clemenceau en 1919 et qui avait vu commué sa peine de mort à 10 ans de prison sur intervention de sa victime. Il est mort sur le front d'Aragon le 8 septembre 1936 en combattant avec le Groupe International de la colonne Durutti.

² Rapport du 12 mars 1938, CAC 20010216 ART. 92-119.

³ Le Libertaire du 3 février 1938.

France, sont constitués. En tout, cela représente près de 300 groupes de ville et plusieurs milliers d'adhérents¹. Ainsi, le comité local de Carcassonne publie-t-il le résultat de ses comptes de janvier 1939 dans SIA en date du 23 février 1939. Le comité local englobe 16 autres comités dans la région de Carcassonne (Villeneuve, Dauzens, Montlaur, Cavanac...) et chaque groupe envoie ses cotisations au siège régional, qui s'en sert pour aider les familles de combattants, payer les frais de déplacement des délégués en Espagne, l'envoi de colis, les factures téléphoniques, l'achat de camions². Dans Le Libertaire du 7 juillet 1938 ce sont les entrées et les sorties d'argent au 31 mai 1938 qui sont publiées par la FCEAA. Cette publication permet de recenser 14 fédérations départementales, dont une en Algérie, et de connaître les postes de dépense. La plus grande partie des rentrées d'argent est constituée des cotisations des membres, des listes de souscription et des dons des différents comités régionaux. Les principales dépenses sont quant à elles constituées des frais de transport des marchandises (essence, salaires des convoyeurs...) et de l'achat de produits pour les Espagnols³. Bien que les frais de fonctionnement de la FCEAA ne soient pas identiques à ceux de la SIA, les postes de dépenses et de recettes restent à peu près les mêmes. Selon Louis Lecoin, la SIA collecte chaque mois 100 000 francs pour l'aide à l'Espagne, qui se répartissent en frais d'envois, en colis alimentaires ou vestimentaires, en appointements pour les permanents ou les chauffeurs⁴. Si l'aide matérielle apportée par la SIA est sensiblement de même nature que celle apportée précédemment par le CEL, le soutien politique est lui d'une toute autre envergure.

Chapitre 6:

La SIA et la propagande politique

Par sa constitution la SIA veut unifier les différents groupements révolutionnaires. La propagande que le CEL réalisait, bien que voulue dans le cadre le plus unitaire possible avec la présence à ses meetings de membres d'organisations non anarchistes (Cachin, Jouhaux...), ne permit pas la création, comme le voulait ses fondateurs, d'un vaste mouvement de

¹ A titre d'exemple, la fédération des Bouches du Rhône comptait 1 500 membres. Voir *SIA* du 10 novembre 1938.

² SIA du 23 février 1939.

³ Le Libertaire, 7 juillet 1938.

⁴ LECOIN Louis, op cit, p 159.

solidarité en faveur des antifascistes espagnols. L'aide apportée, tant matérielle que politique, par le CEL a été un gros effort de la part des militants de l'UA, mais « insignifiant en raison des immenses besoins des révolutionnaires espagnols »¹. La SIA, en élargissant sa base et son auditoire à des non-libertaires, augmente considérablement son aide matérielle. La publication de deux pages réservées à la SIA dans *Le Libertaire* chaque semaine, permet aussi d'assurer à la nouvelle organisation une audience plus large. En effet, si les actions du CEL et sa propagande étaient relayées dans les pages du journal de l'UA et dans la presse d'extrême gauche, elles ne pouvaient prétendre au même auditoire que les deux pages rédigées par la SIA. Une page est rédigée en français, l'autre en espagnol. Ce bilinguisme franco-espagnol incite les travailleurs et réfugiés espagnols à acheter un journal dans leur langue et permet donc de multiplier les ventes du *Libertaire*, étendant son lectorat à des hispanisants non anarchistes. De même en ce qui concerne la page en français: les membres de SIA qui ne sont pas libertaires, doivent s'ils veulent avoir des nouvelles de leur organisation d'entraide, acheter le journal de l'UA.

La question de la propagande par un organe de presse propre à la SIA se pose de façon régulière au sein de l'organisation, notamment dans les sections qui ne sont pas anarchistes et qui trouvent que *Le Libertaire* et son orientation politique restreignent de trop le lectorat des pages publiées par SIA. Ainsi, au mois de mai 1938 et alors que l'organisation rassemble 40 000 membres, des rapports de la police font ressortir une tendance socialiste de la SIA qui ne se satisfait pas de deux pages dans le journal de l'UA et qui souhaitent un journal propre et neutre². Cette tendance socialiste, qui représente l'essentiel des militants de la SIA, est persuadée que le fait de se servir du *Libertaire* comme organe officiel peut « gêner désormais le recrutement et la propagande »³. Dès cette période, on voit apparaître dans les rapports de police et dans *Le Libertaire* des prises de positions en faveur de ce nouveau périodique. Ainsi un certain Peyronnet de Dordogne écrit :

« Je suis libertaire, comme sans doute beaucoup de militants de la SIA. Mais je conçois fort bien que votre groupement de solidarité soit au-dessus des tendances et y demeure. Mais les apparences font, en ce moment, qu'il est catalogué d'anarchiste. Ayez un journal et tout changera pour le grand bien de la SIA »⁵.

.

¹ *Ibid*, p 154.

² Rapport du 28 mai 1938, CAC 20010216 ART. 92-119.

³ Ibid

⁴ Le Libertaire, 30 juin, 7 juillet, 14 juillet 1938.

⁵ *Le Libertaire* 7 juillet 1938.

Un autre membre de la SIA, Lignoux de Marseille, prend aussi position en faveur d'un organe propre :

« Ici (à Marseille), le journal que vous avez l'intention de faire, que vous devez faire, sera le bienvenu. SIA s'en trouvera bien puisque par son organe elle atteindra des gens qu'elle ne pourrait jamais toucher par *Le Libertaire*, des hésitants, ceux qui se tâtent et qui viendraient nombreux à la SIA doivent être attirés par un organe qui leur fera moins peur »¹.

Ce journal c'est Solidarité Internationale Antifasciste qui voit le jour le 10 novembre 1938. Ce premier numéro est abondamment annoncé dans Le Libertaire et ses numéros précédents la date de parution. Les pages réservées à la SIA sont pleines d'appels durant l'été 1938 pour s'abonner à des tarifs préférentiels (14 francs à l'année au lieu de 30 francs !!)² et permettre au nouveau journal d'atteindre les 5 000 abonnés, chiffre symbolique. Le premier numéro est tiré à 130 000 exemplaires et les suivants atteignent régulièrement les 50 000³. Le nombre d'abonnés est d'environ 6 000 à la veille de la seconde Guerre Mondiale⁴. La diffusion de SIA à une échelle beaucoup plus large que celle du Libertaire permet une diffusion plus importante des idées antifascistes en France. En soutenant à la fois le peuple espagnol et les peuples colonisés, en aidant les combattants antifascistes d'Espagne et les réfugiés politiques en France, avec une à deux pages en espagnol, une en italien et le reste en français, SIA tente de se présenter comme une organisation de secours et d'entraide crédible pour les antifascistes du monde entier. En terme de propagande, le journal de la SIA permet une autonomisation par rapport à l'UA et au Libertaire qui attire un nombre grandissant de lecteurs. Un peu trop même selon certains membres de l'UA comme Frémont et Anderson qui craignent que la parution, le même jour que Le Libertaire, d'un autre journal révolutionnaire ne mette en péril les finances de l'organe de l'UA⁵. En plus de cette influence due au journal, SIA continue le travail de propagande précédemment mené par le CEL en organisant des réunions publiques avec des orateurs issus de ses rangs.

Les comptes-rendus de meetings organisés par la SIA composent une part très importante des dossiers de police. Ce sont généralement des fiches de surveillance, toute

-

¹ Le Libertaire 14 juillet 1938.

² *Le Libertaire*, 18 août, 25 août, 1^{er} septembre, 8 septembre.

³ FAUCIER Nicolas, *op. cit*, p 115.

⁴ LECOIN Louis, op cit, p 159.

⁵ Rapport du 28 octobre 1938, CAC 20010216 ART. 92-119.

activité publique devant être soumise à autorisation préfectorale. Ces fiches sont réalisées par des observateurs appartenant à la police, mais aussi des indicateurs payés par elle. Le plus souvent elles se trouvent dans les archives départementales des lieux de réunion, mais les préfectures en ont envoyé des copies à la direction de la sûreté nationale à Paris, ce qui permet d'avoir un nombre assez important de fiches de département de province. Les tournées de conférences en province sont réalisées par les orateurs les plus aguerris de la SIA : René Frémont, Georges Pioch, Marceau Pivert, Lucien Huart. Ces tournées sont annoncées dans les pages réservées à la SIA dans Le Libertaire ou plus tard dans SIA. La plupart des conférences sont accompagnées de films de propagande tournés en Espagne par des militants libertaires et qui sont diffusés après les interventions des orateurs pour illustrer les débats. Les films les plus diffusés sont : La riposte de juillet, Durruti, le héros de la révolution, ainsi que L'enfer de Madrid et Le travail fécond en Aragon. Sur les affiches ou leurs reproduction conservées, il est ajouté « Nota : Nos films, propriété de la SIA sont des films authentiques, sans truquage, pris sur le vif et les lieux mêmes de l'action. »¹. Cette exigence de vérité est souvent accompagnée d'une réflexion par rapport à la fausse propagande du PC, le « parti des coups de masse »² qui tente parfois d'empêcher les conférences de la SIA³.

Lucien Huart est parmi les orateurs les plus loquaces et réalise plusieurs tournées, en Bretagne (annoncée dans *Le Libertaire* du 7 avril 1938) en Algérie (annoncée dans *Le Libertaire* du 9 mars et 5 mai 1938) et dans les villes de proche banlieue parisienne. Autre orateur de talent, Marceau Pivert, le leader de la Gauche socialiste qui vient de réaliser (à l'été 1938) la scission d'avec la SFIO. Il effectue une tournée dans le sud-est de la France (Toulon, Marseille, Cannes, Nice La Seyne, La Ciotat...) au début de l'année 1938. Ces conférences filmées ont lieu de partout en France, avec ou sans les orateurs de la SIA. Parfois des petites villes où il n'existe pas de section de la SIA organisent sous l'impulsion de quelques opposants au PCF. Ainsi un rapport de police en date du 14 mai 1938 indique qu'une réunion de la SIA s'est tenue à Chartres le 12 mai en présence de Marceau Pivert et de 350 auditeurs⁴. D'autres villes comme Lorient, Amiens, Dunkerque, Nancy accueillent des meetings plus ou moins importants. Ces réunions publiques drainent un nombre conséquent de militant (200 à 300 en moyenne dans les petites villes, plusieurs milliers dans les grandes) et permet la

¹ Rapport du 3 mars 1938, CAC 20010216 ART. 92-119.

² Le Libertaire 2 mars 1938.

³ Voir le compte rendu d'une conférence organisée à Villeurbanne le 1^{er} mars par la section locale de SIA et sabotée par les communistes, dans *Le Libertaire* du 2 mars 1938.

⁴ Rapport du 14 mai 1938, CAC 20010216 ART. 92-119.

diffusion en province des idées de solidarité de la SIA. C'est toutefois en région parisienne que les meetings sont les plus nombreux et les fêtes de soutien les plus importantes¹.

Durant ses près de dix-huit mois d'existence, la SIA va apporter une aide significative à l'Espagne antifasciste, continuant ainsi en l'amplifiant l'action menée jusqu'alors par le CEL. Les colis alimentaires, la colonie d'enfants de Llansa, mais aussi les meetings, les conférences-filmées ont occupé fortement les milliers de militants de la SIA. Ceux-ci, en se situant au-delà des querelles partisanes et en ne voulant pas aider un camp plus que l'autre ont tenté de mettre en place un contre pouvoir effectif à la puissance des communistes et du Secours Rouge. Face à Franco, aux staliniens, les libertaires français ont dû adapter leur propagande et leurs ambitions tout au long de la guerre civile. Du CASDLPE à la SIA en passant par le CEL ils ont appuyé l'idée qu'une révolution sociale était possible en Espagne, mais aussi en France. Trop peu nombreux pour organiser seuls cette solidarité, les militants de l'UA ont créé avec la stratégie du Front Révolutionnaire une opposition structurée à la gauche du Front Populaire. Rassemblant l'ensemble des révolutionnaires dans des structures communes, les libertaires français ont réussi là où on ne les attendait pas : l'union.

¹ On retrouve ainsi des sections de la SIA à Colombes, Bagnolet, Stains, Aubervilliers, Clamart, Créteil, Fontenay sous Bois, Gentilly, Issy les Moulineaux, La Courneuve, en tout 77 sections. Voir BERRY David, *History of the French Anarchist Movement, op. cit*, p 291.

Troisième partie

SIA, ou la stratégie du front révolutionnaire de l'UA

Chapitre 7:

SIA, une organisation hétéroclite

Si l'analyse des formes de solidarité impulsées par les libertaires de l'UA est nécessaire, elle ne peut être comprise sans l'étude de la stratégie du front révolutionnaire qui correspond au volet politique de l'aide. Au-delà de la simple solidarité avec des révolutionnaires en lutte contre le fascisme, l'aide à l'Espagne permet de mettre en pratique un front révolutionnaire dans une dimension que n'auraient pu imaginer les militants de l'UA lorsqu'ils adoptent ce principe stratégique en avril 1936. Les trois phases, le front libertaire du début de la guerre, le CEL, organisation émanant de l'UA, mais ouverte aux autres courants de gauche et enfin la SIA, qui n'est pas officiellement libertaire et qui regroupe en son sein différentes tendances, doivent se comprendre comme les éléments d'une stratégie d'ensemble. On part en effet d'un regroupement dogmatique et réduit à une organisation numériquement importante dont l'influence n'est pas négligeable et qui a la volonté de rassembler les révolutionnaires français pour qu'ils travaillent ensemble vers un objectif collectif. Pour y arriver, la SIA se doit d'avoir des objectifs et des points de ralliement communs à tous ses militants. L'opposition au PCF et à ses méthodes en France et en Espagne en est un. Si l'on ne peut pas dire que la SIA est un satellite de l'UA, sa composition, ses orientations idéologiques, politiques en font un exemple de front révolutionnaire tel que l'entend l'organisation. Cette dernière partie étudie la SIA sous un jour plus politique et l'analyse non plus en tant qu'organisation de solidarité, mais comme outil politique.

Quand la SIA est créée en novembre 1937, elle fonde son modèle d'organisation sur celui de sa grande sœur espagnole. Pour permettre à cette nouvelle organisation d'entraide et de solidarité d'être efficace et de se situer au dessus de toutes tendances, la CNT-FAI, la FIJL et l'UGT rédigent un manifeste et lui donnent un comité de patronage, qui apportent leur caution morale à l'entreprise. La section française de la Solidarité Internationale Antifasciste se base elle aussi sur un manifeste et un comité de patronage. Voulu le plus rassembleur possible il a pour objectif de montrer le caractère unitaire de la nouvelle organisation. Sur les 25 personnes qui en sont membres, on ne retrouve que cinq anarchistes, alors que l'on compte onze membres de la SFIO, dont cinq appartiennent à la tendance Gauche Révolutionnaire, qui fonde avec Marceau Pivert le Parti Ouvrier Socialiste et Paysan (PSOP), deux anciens membres du PCF, un radical-socialiste, un compagnon de route du PCF et cinq dont

¹ Voir annexes, document VI.

l'appartenance politique est inconnue. La composition du comité est à l'image même de la SIA : hétéroclite. C'est dans les pages que loue *Le Libertaire* à la SIA dans les premiers mois d'existence de l'organisation que l'on a le plus de témoignages sur sa composition et l'origine politique de ses membres. Le 16 décembre 1937, des extraits de lettres reçues par le secrétariat de la SIA, sont publiés dans *Le Libertaire*. On retrouve un courrier d'un certain Fermet, désigné comme militant socialiste de Nancy :

« J'ai lu votre manifeste et je tiens, tout de suite, à me déclarer en plein accord avec vous. [...] Vieux militant socialiste, je puis vous assurer que je mettrai tout en œuvre pour que la SIA prospère et je suis certain que mes camarades socialistes ne seront pas les derniers à vous aider. »

Les dirigeants de la SIA ajoutent à ce témoignage :

« L'approbation de Fermet ne nous surprend pas, les socialistes paraissant applaudir généralement à la naissance de la SIA »

Les socialistes, membres de la Gauche Révolutionnaire pour l'essentiel, forment effectivement le gros des membres de la SIA. Un rapprochement est sensible entre l'UA et cette tendance de la SFIO dès les manifestations qui suivent le 12 février 1934¹. Il se confirme avec l'adoption par l'UA à son congrès d'avril 1936 de la motion sur la constitution d'un front révolutionnaire, qui n'exclut pas de travailler avec d'autres tendances de la Gauche, même si elles ne sont pas anarchistes, démarquant ainsi l'UA des autres organisations anarchistes, qui ne veulent travailler qu'avec des libertaires. Le travail effectué dans les premiers mois de la guerre civile espagnole, par le CEL et l'organisation d'un meeting par la fédération parisienne de l'UA, le 3 octobre 1936 à la Mutualité avec la présence de Marceau Pivert pour la Gauche Révolutionnaire, Weiss pour les Jeunesses Socialistes, Sébastien Faure pour l'UA, Ringeas pour les JAC², entérine cet état de fait : l'UA voit d'un meilleur œil les révolutionnaires de la SFIO ou les oppositionnels communistes que la FAF ou la CGTSR. Lors du grand meeting inaugural de la SIA, le 17 décembre 1937 au gymnase Jappy, devant 10 000 personnes³, Marceau Pivert déclare :

¹ Voir fiches biographiques de Louis Lecoin et Marceau Pivert dans MAÎTRON, Jean, dir. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, op. cit.*

² Le Libertaire du 2 octobre et chapitre 2.

³ Le Libertaire du 23 décembre 1937.

« Des socialistes n'ont pas hésité à participer à la SIA. [...] Maintenant un milieu est créé pour l'entraide antifasciste. La SIA luttera non seulement contre le fascisme en Espagne mais aussi contre tous les fascismes : elle développera la fraternité prolétarienne. »¹

Pour le leader de la Gauche Révolutionnaire il ne fait pas de doute que cette union des révolutionnaires, née de la nécessité de lutter contre le fascisme en Espagne continuera après la fin de la guerre. Il prend la parole dans un grand nombre de réunions publiques à Paris, mais aussi en province, effectuant une tournée dans le sud-est en mai 1938² pour développer la SIA dans des endroits où elle n'est pas implantée, Nice et Cannes dans le cas de cette tournée. Bien plus que simples adhérents spectateurs, les socialistes de la SIA vont impulser la création de l'hebdomadaire *SIA*, en insistant sur le fait que la parution dans *Le Libertaire* restreignait considérablement le nombre de lecteurs.

« Devant l'accroissement des effectifs du groupement Solidarité Internationale Antifasciste et en raison de sa composition, une grande partie des adhérents étant des socialistes, les militants de cette organisation ont estimé que le fait de se servir actuellement du journal *Le Libertaire*, comme organe officiel, pouvait gêner désormais le recrutement et la propagande. En conséquence ils ont envisagé la publication d'un hebdomadaire qui sera exclusivement la feuille de la SIA. »³

D'autres adhésions à la SIA sont plus surprenantes. Quelques militants communistes adhérent eux aussi à la nouvelle organisation. Ils sont exclus rapidement, mais c'est un argument que la direction de la SIA met en avant le plus possible. Ainsi des témoignages de « conversions » d'anciens communistes à la SIA sont publiés dans *Le Libertaire* du 23 et du 30 décembre 1937. Le plus révélateur est celui d'un communiste de Saint Sébastien sur Loire, le camarade Piou :

« Je viens de lire *Le Libertaire* pour la première fois. J'étais communiste. Mais nous sommes nombreux, ici, qui ne reprendront pas nos cartes du PC en 1938. Comme mes camarades, tous militants de valeur, sont jeunes et qu'ils veulent prendre une

45

¹ Marceau Pivert, *Le Libertaire*, 23 décembre 1937.

² Voir rapports du 7 mai, CAC 20010216 ART. 92-119.

³ Rapport du 28 mai, CAC 20010216 ART. 92-119.

part active à l'émancipation du prolétariat, il nous a semblé que nous pourrions agir utilement en travaillant dans la SIA que vous venez de créer. Nous ne sommes pas anarchistes, nous ignorons même les théories de cette doctrine; nous nous efforcerons de nous en imprégner dans l'avenir; mais pour le moment si vous nous acceptez, vous aurez d'actifs propagandistes de la SIA. »¹

Ces cas restent toutefois exceptionnels et la masse des militants de la SIA est constituée de socialistes et de libertaires de l'UA. L'hétérogénéité de l'organisation lui permet de se définir « au dessus des tendances », comme le dit une banderole à la tribune du premier meeting de l'UA. En ne se revendiquant, officiellement, d'aucune tendance politique, la SIA essaie de toucher les militants révolutionnaires et anti-autoritaires qui ont des doutes sur la sincérité des communistes et de leur intervention en Espagne. L'UA a bien compris que pour espérer contrer ceux qu'elle appelle les « nacos », les nationaux communistes, le thème de la solidarité à l'Espagne est porteur. Les condamnations de la répression contre les militants du POUM, de la CNT-FAI, des FIJL, de l'UGT se multiplient au fil des mois dans les colonnes du *Libertaire*. La dénonciation de l'enfermement des militants révolutionnaires est le mot d'ordre du meeting du 18 février 1938 au gymnase Jappy et une campagne importante, menée par la SIA appelle à la libération des antifascistes enfermés dans les prisons espagnoles.²

A la lumière de ces premiers témoignages, on constate que beaucoup de défenseurs de la SIA, qu'ils soient anarchistes, communistes ou socialistes ne voient pas l'aide à l'Espagne comme une fin en soi. Lorsque Marceau Pivert déclare que la SIA « développera la fraternité prolétarienne »³ ou quand Piou dit que ses camarades « veulent prendre une part active à l'émancipation du prolétariat »⁴, il ne fait pas de doute que tous considèrent la SIA comme une organisation révolutionnaire. Louis Lecoin, secrétaire de la SIA le dit lui-même dans l'un de ses articles, publié dans *Le Libertaire* du 23 juin 1938 :

« Notre SIA, qui n'est pas qu'une Croix Rouge, mais également un groupement révolutionnaire, s'emploie de son mieux, de toutes ses forces à faire comprendre aux aveugles et aux sourds le sens des évènements. »⁵

¹ Le Libertaire, 30 décembre 1937.

² *Le Libertaire*, 24 et 31 mars, 14 et 28 avril 1938.

³ Le Libertaire, 23 décembre 1937.

⁴ Le Libertaire, 30 décembre 1937.

⁵ Le Libertaire, 23 juin 1938.

De la même façon Roger Hagnauer, l'un des membres du comité de patronage de la SIA donne dans Le Libertaire du 2 mars 1938 une définition de l'adhésion à la SIA qui est très proche de la définition qu'un militant de l'UA ou de la Gauche révolutionnaire pourrait donner des raisons de son engagement dans son organisation.

« On peut adhérer à la Solidarité Internationale Antifasciste, quelle que soit sa tendance dans le mouvement ouvrier, quelle que soit l'école politique ou philosophique dont on se réclame. Mais l'adhésion est subordonnée à une condition essentielle : placer l'esprit de classe, la fidélité au prolétariat international au-dessus de toute autre considération. »1

Parallèlement aux envois de colis, des collectes d'argent destinées à l'Espagne ou des meetings de soutien, la SIA organise des campagnes politiques, notamment contre les décretslois Daladier de 1938. Une vaste campagne en faveur du droit d'asile est lancée par la SIA. Elle organise un meeting à la Mutualité le 10 juin 1938 où l'on retrouve tous les grands orateurs, de la SIA qui parlent devant 5 000 auditeurs et revendiquent l'abrogation des « décrets scélérats » du gouvernement Daladier². Cette campagne est relayée par des affiches et la constitution d'un « conseil juridique », chargé de conseiller la SIA et les étrangers qui seraient amenés à comparaître devant les tribunaux³. Si la SIA défend le droit d'asile, elle le fait à la fois parce que les décrets-lois concernent nombre de réfugiés espagnols en France, mais aussi parce qu'elle développe ainsi son influence en dehors de la sphère hispanique. Cette campagne politique est significative de ce que la SIA doit devenir selon l'UA: une organisation révolutionnaire rassemblant l'ensemble des anti-autoritaires français. En effet, en menant le combat pour le droit d'asile, ensemble, toutes tendances confondues, les militants de la SIA construisent en partie le front révolutionnaire que l'UA appelle de ses vœux. Ainsi René Frémont se félicite de la création du PSOP après le congrès de la SFIO à Royan en juin 1938. Il écrit un article intitulé « Le front révolutionnaire s'impose » qui appelle les membres du nouveau parti à lutter côte à côte avec l'UA et notamment au sein de la SIA. Si elle n'est pas un satellite de l'UA, elle en demeure très proche idéologiquement.

Cette construction d'une organisation d'entraide, devenue une organisation politique fédératrice répond à des besoins. Tout d'abord la CNT-FAI ne dispose pas d'organisations

¹ Le Libertaire, 2 mars 1938.

² Voir le compte rendu dans *Le Libertaire* du 16 juin 1938.

³ Le Libertaire, 26 mai 1938.

⁴ Le Libertaire, 16 juin 1938.

sœurs suffisamment importantes pour l'épauler à l'étranger et le sachant, demande à l'UA, pour assurer un soutien efficace, de sortir du milieu anarchiste, peu important et trop dogmatique. Ensuite, la mainmise des communistes au niveau international sur l'aide à l'Espagne républicaine gêne considérablement les efforts de solidarité et de propagande entrepris. Le PCF, qui soutient le gouvernement du Front Populaire, est particulièrement virulent contre les anti-autoritaires qui dénoncent déjà l'URSS stalinienne. De cette façon, les révolutionnaires, qu'ils soient issus de tendances minoritaires de la SFIO ou du PCF, de groupes trotskistes ou anarchistes, sont pris entre deux feux : d'un côté le soutien au Front Populaire et donc la participation gouvernementale et de l'autre le PCF et l'URSS de Staline. Le front révolutionnaire est censé être une réponse à ce problème de positionnement. Pour l'UA, c'est au sein d'un groupement du type de la SIA que les idées révolutionnaires et anti-autoritaires seront le mieux représentées, d'où les efforts des libertaires pour développer la SIA. L'opposition au PCF est de cette façon l'une des bases de la stratégie de front révolutionnaire et les oppositions avec le Secours Rouge ou les militants communistes sont nombreuses.

Chapitre 8:

L'opposition aux communistes comme point commun

L'opposition aux pratiques du PCF, notamment en ce qui concerne son activité de solidarité avec l'Espagne, est au cœur de nombreux articles du *Libertaire* et de *SIA*. Ces condamnations concernent le plus souvent l'attitude du gouvernement républicain et du PCE vis-à-vis de l'emprisonnement de militants de la CNT-FAI, du POUM ou de l'UGT, mais aussi le comportement des communistes qui confisquent à leur profit les envois de colis autres que ceux émanant de leurs organisations. Alors que le PCE n'est qu'un petit parti au début de la guerre, l'aide de l'URSS va le transformer en interlocuteur indispensable de la vie politique espagnole. Un extrait de l'autobiographie de Louis Lecoin résume bien le peu de poids du PCE avant la guerre¹. Dans *Le Libertaire* du 1^{er} septembre 1938 la SIA fait paraître un article

¹ « Rendant visite à mes camarades Ascaso, Durutti et Jover à l'avènement de la république espagnole, j'arrivai à Barcelone la veille du Premier Mai. Les communistes annonçant un meeting pour le lendemain couvraient la ville d'affiches. De la CNT et de la FAI, rien. Je m'en inquiétai et Durutti me rassura en me disant que les anarchistes organisaient bien un cortège et qu'ils attendaient 100 000 personnes. Il y eut effectivement 100 000 manifestants derrière les anarchistes ; 6 000 à 7 000 avec les communistes. » in LECOIN Louis, *op. cit*, p 153.

intitulé « Une offensive sournoise des bolchevistes. »¹ et à partir du numéro du 8 septembre, la SIA publie un compte rendu détaillé du procès des dirigeants du POUM, arrêtés depuis plusieurs mois et qui sont accusés d'être des « hitléro-trotskistes » par le gouvernement républicain, le PCE et la police politique aux ordres de Moscou. La SIA organise pour soutenir les inculpés un meeting le 22 octobre 1938 avec comme mot d'ordre « Justice pour le POUM »². Les semaines précédentes, elle publie des extraits d'interventions de Largo Caballero, ancien président du gouvernement, démissionnaire car en désaccord avec la politique du PCE soutenue par Staline. Le meeting de la SIA est un immense succès : plus de 7 000 personnes y assistent et assurent les inculpés de leur solidarité³. Au-delà de la dénonciation d'un procès jugé inique et honteux, les orateurs s'en prennent directement au PCE et à l'URSS. Herard, secrétaire du PSOP déclare :

« Dans ce procès, la question de droit est dépassée ; il s'agit de savoir s'il y a un monopole de la révolution, s'il n'y a qu'un parti révolutionnaire et si les autres doivent aller en prison. [...] Il y a nécessité d'affirmer que stalinisme est synonyme de contre-révolution. »⁴

A la suite de la condamnation des militants du POUM à des peines de prison ferme allant de 11 à 15 ans, *Le Libertaire* publie un article de la SIA appelant *L'Humanité*, « l'organe infâme »⁵ le quotidien ayant félicité le gouvernement Negrin d'avoir eu le courage de réprimer les contre-révolutionnaires du POUM. Ce procès du POUM continue d'agiter les colonnes de *SIA* puisque Marceau Pivert y publie dès le premier numéro, un compte-rendu commenté du procès qu'il intitule « L'affaire du POUM »⁶. Révélatrice de la tension qui existe en Espagne entre staliniens et anti-autoritaires cette « affaire du POUM » est pourtant depuis longtemps pressentie. Dès la fin 1936 et l'envoi des Brigades Internationales, le PCE s'est renforcé, écartant de plus en plus les syndicats et les milices antifascistes. En France, cette confiscation de la révolution sociale est très mal perçue par les adversaires du PCF, libertaires en tête. Les campagnes et les meetings du CEL, puis de la SIA prennent des accents de plus en plus anti-communistes, même si c'est de manière indirecte. Le manifeste de la SIA, même s'il n'est pas clairement anti-communiste, est pourtant critique vis-à-vis de

¹ Le Libertaire, 1^{er} septembre 1938.

² Le Libertaire, 20 octobre 1938.

³ Le Libertaire, 27 octobre 1938.

⁴ Ibid.

⁵ Le Libertaire, 3 novembre 1938.

⁶ SIA, 10 novembre 1938.

l'URSS, puisqu'il déclare vouloir secourir « les victimes des Etats totalitaires » 1 et l'intervention de Georges Pioch au premier meeting de la SIA le 17 décembre 1937 ne laisse aucune ambiguïté sur le positionnement politique des leaders de la SIA sur la situation en Espagne.

« Ni Franco, ni Mussolini, ni Hitler ne doivent triompher en Espagne. Mais il faut également dire : ni Staline. »²

Les communistes ne sont pas en reste face aux attaques dont ils sont victimes de la part de la SIA. Lors de meetings ou de réunions publiques les interventions de militants du PCF, destinées à apporter la contradiction aux orateurs, ou à saboter la rencontre sont nombreuses et relevées dans les rapports de surveillance de la police. A Toulon, par exemple, des membres du PCF et du Secours Populaire investissent en masse une réunion destinée à créer une section de la SIA dans la ville. Le leader communiste, M. Eymes, obtient la présidence de la tribune, soutenu par la salle et attaque violemment les anarchistes et la SIA. Son interlocuteur de l'UA est conspué et la réunion est arrêtée par l'Internationale entonnée dans la salle. Une seconde réunion va à son terme le 9 février, mais M. Eymes déclare tout de même à l'assemblée :

« Vous ne répondrez pas à l'invitation des groupements libertaires. Le Front Populaire suffit à la tâche qu'il s'est imposé en faveur de l'Espagne républicaine. Les camarades anarchistes n'ont qu'à joindre leur action à la nôtre. »⁴

La police relève une autre réunion houleuse, le 17 février 1939 à Amiens, où le représentant local du Secours populaire apporte la contradiction à la tribune et à Emilienne Durruti, la femme de Buenaventura Durutti. Il réfute les liens dénoncés entre le Secours Populaire et le PCF sous les huées de la salle. Emilienne Durutti lui répond en dénonçant l'action des communistes qui « prennent leurs ordres à l'ambassade de l'URSS » et qui ont, par leur attentisme exterminé de nombreuses brigades en Aragon. Ces interventions dans les meetings sont sans doute plus nombreuses que celles que la police recense et qui ont pu être consultées. D'autres agressions sont commises par les communistes, arrachages d'affiches, intimidations

² Le Libertaire, 23 décembre 1937.

¹ Le Libertaire, 2 décembre 1937.

³ Rapport du 31 janvier 1938, CAC 20010216 ART. 92-119.

⁴ Rapport du 9 février 1938, CAC 20010216 ART. 92-119.

⁵ Rapport du 18 février, CAC 20010216 ART. 92-119.

de militants. *SIA*, dans son numéro du 2 février 1939 présente une photo de ses affiches en faveur de l'Espagne arrachées, avec comme titre « Le beau travail des staliniens ». ¹ Cette inimitié entre la SIA et les communistes renforce d'autant le sentiment que le PCF œuvre en Espagne et en France contre les libertaires et les organisations qui ne sont pas sous sa coupe.

Le rôle de l'UA dans cette hostilité envers le PCF est important. Ses militants, en travaillant à la constitution d'un front révolutionnaire, dont la SIA a tous les atouts, renforcent aussi les idées libertaires dans la partie de la Gauche qui ne se reconnaît ni dans le front Populaire, ni dans le PCF et l'URSS.

Chapitre 9:

Le renforcement des idées libertaires.

Pour David Berry, le CEL et la SIA et avec eux l'expérience du front révolutionnaire ont constitué un des moments forts de l'anarchisme français². En effet, si les effectifs de l'UA, le nombre de lecteurs du *Libertaire* augmentent dans la période 1936-1939³, c'est en grande partie grâce au front révolutionnaire et à l'implication des militants de l'UA dans les structures d'aide à l'Espagne. L'immense majorité des rapports de police étudiés ne font aucune différence entre le mouvement anarchiste et le CEL ou la SIA. Ainsi, le rapport du 17 mai 1938 décrit la SIA en ces termes :

« La SIA, organisme créé et dirigé par des militants anarchistes dont le but est de porter aide à l'Espagne Républicaine. »⁴

Mais les rapports qui décrivent le mieux l'implication des militants de l'UA au sein de la SIA sont ceux en date du 2 février 1938 et du 23 mars 1939. Ils sont tous les deux écrits par le commissaire divisionnaire Sallet, responsable de la sûreté dans les Bouches du Rhône. Ces deux rapports sont destinés à la Préfecture de police de Marseille. En plus des habituels renseignements de police, le commissaire Sallet donne des avis personnels et montre une

¹ SIA, 2 février 1939

² Voir BERRY David, , in SAGNES Jean et CAUCANAS Sylvie dir, *op. cit*, p 88

³ David Berry estime que le nombre de lecteurs du Libertaire est multiplié par cinq et que l'UA quant à elle multiplie ses effectifs par trois ou quatre. Voir BERRY David, *L'anarchisme français et la révolution espagnole 1936-1939*, *Op. cit*, p 7

⁴ Rapport du 17 mai 1938, CAC 20010216 ART. 92-119

bonne connaissance du milieu libertaire, ce qui est assez exceptionnel pour un rapport de police. Dans le rapport du 2 février 1938, Sallet fait immédiatement le rapprochement entre les fonctions de Lucien Huart à l'UA¹ et ses responsabilités en tant que délégué à la propagande de la SIA. Il analyse aussi de manière très pertinente la fondation de la SIA lors du congrès de l'UA de novembre 1937. Cette étude résume bien la stratégie de l'UA en ce qui concerne le front révolutionnaire.

« Le congrès anarchiste qui s'est tenu à Paris fin novembre dernier a tout de suite vu tout le parti qu'il pouvait, pour sa propagande, tirer de son adhésion à la Section Française de la Solidarité Internationale Antifasciste. Il décida donc que le « Comité pour l'Espagne Libre », qui avait été constitué par les anarchistes seuls, serait dissous et que l'activité de ses membres serait reportée sur l'organisation et le fonctionnement de la SIA dans toute la France. En même temps l'administration du *Libertaire* mettait, chaque semaine, à la disposition de la SIA deux pages de son journal. »²

Sallet continue son analyse en décrivant les différents groupes des Bouches-du-Rhône et de Marseille. Ce qu'il analyse par la suite, c'est ce que les militants de l'UA et *Le Libertaire* ne disent pas : la récupération de la propagande politique en faveur de l'Espagne par les libertaires. Sa conclusion sans appel est étonnamment lucide.

« Ainsi il ressort nettement de ce qui précède que les anarchistes ont su, tout au moins dans les Bouches-du-Rhône, accaparer toute la propagande que la Solidarité internationale Antifasciste mène actuellement en vue de faire des adhésions et recueillir des souscriptions. Exploitant avec infiniment de pertinence la présence à la tête de la SIA de personnalités de tous les partis de Gauche et servis admirablement dans leur jeu du fait que, presque seul, *Le Libertaire* consacre plusieurs pages à la propagande de la SIA. »³

Dans le rapport qu'il écrit plus d'un an après le premier, le commissaire Sallet réaffirme que les libertaires noyautent la SIA et cite même un article publié par *SIA* le 9 mars 1939 qui répond à une accusation de certains socialistes selon laquelle la SIA n'aiderait que les

¹ Huart est membre de la commission de propagande de l'UA et est l'un des orateurs les plus charismatiques de l'organisation.

² Rapport du 2 février 1938, CAC 20010216 ART. 92-119.

 $^{^3}$ *Ibid*.

anarchistes espagnols parmi les milliers de réfugiés qui fuient l'avancée des troupes franquistes¹. Sallet n'est pas loin de la vérité quand il accuse l'UA de noyauter la SIA. En effet même si cette dernière rassemble des militants de toutes les tendances, c'est surtout l'UA qui se met en avant grâce à elle.

Si le comité de patronage de la SIA n'est pas composé majoritairement de libertaires, son secrétariat, composé de Lecoin et Faucier est à 100% anarchiste. Lors des meetings, même si l'assistance est hétéroclite, à l'image de l'organisation, la majorité des auditeurs sont libertaires, attirés par les grands encarts que réserve Le Libertaire à la propagande de la SIA et les nombreuses affiches imprimées pour ces occasions par l'UA. A l'étude des rapports de police, on constate bien souvent que les tribunes des meetings ou des réunions publiques sont composées en majorité de militants de l'UA, que les orateurs sont souvent des propagandistes libertaires, à l'exception notable de Georges Pioch et Marceau Pivert. Le mode même d'organisation de la SIA favorise la diffusion des idées libertaires. Les sections de la SIA sont suffisamment autonomes pour décider de la nature de leur action sans en référer au secrétariat national, à la différence des sections du PCF ou de la SFIO et elles peuvent travailler avec qui bon leur semble sur le terrain, n'excluant pas ainsi de faire des alliances à la base avec des militants syndicaux ou politiques d'autres organisations. Ces sections correspondent le plus souvent à des sections de l'UA déjà existantes. Sur 32 sections de l'UA existant en dehors de Paris en décembre 1937², seul Oullins, dans la région de Lyon n'a pas de groupe de la SIA déclaré et encore, les militants de l'UA peuvent militer à la SIA de Lyon, ou avoir omis de faire recenser le groupe local dans les colonnes de SIA. Dans ces conditions, la SIA ne peut être que proche de l'UA et lui apporter, sans que cela soit volontaire, une crédibilité et une caution importante.

L'UA, en décidant de créer la SIA, a choisi à la fois de soutenir efficacement l'Espagne antifasciste, raison officiellement évoquée, mais aussi de se donner les moyens de contrer le Front Populaire et le PCF en construisant un front révolutionnaire. En se fondant sur l'hétérogénéité de la SIA, en étant l'organisation la plus présente en terme de militants en son sein, mais aussi en publiant dans *Le Libertaire* les articles de la nouvelle organisation, l'UA a réussi tout à la fois à organiser à grande échelle un soutien actif aux Républicains espagnols et à faire avancer ses idées dans le prolétariat.

-

¹ Rapport du 23 mars 1939, CAC 20010216 ART. 92-119

² Le Libertaire, 16 décembre 1937

³ Pour les groupes de la SIA voir BERRY David, History of the French Anarchist Movement, op. cit, p 291

Conclusion.

L'UA, principale organisation du mouvement libertaire français, n'est qu'un groupuscule à côté de la puissante CNT-FAI espagnole lorsque éclate la guerre civile. Face au poids de la SFIO ou du PCF, ses militants ne sont presque rien. Pourtant, l'UA réussit le tour de force d'organiser des meetings massifs, réunissant parfois jusqu'à 15 000 personnes, d'envoyer des colis alimentaires régulièrement aux combattants et aux populations civiles, d'entretenir une colonie de quelques 300 enfants, de récolter des milliers de francs. Ces actions de solidarité ne sont devenues possibles qu'à la faveur d'échanges avec d'autres organisations, d'autres militants, d'autres tendances. La première réponse, la plus spontanée, a été de travailler avec les autres groupes anarchistes. Face aux demandes venant d'Espagne et au besoin de soutien politique de la CNT-FAI, le front libertaire du début de la guerre ne peut tenir bien longtemps toutefois et ce d'autant plus que l'UA est tentée depuis son congrès d'avril 1936 par le travail unitaire avec d'autres organisations politiques, non anarchistes. Cette ouverture voulue par l'UA et approuvée par la CNT-FAI donne naissance au CEL. Bien qu'étant exclusivement le fait de militants de l'UA, le Comité veut s'ouvrir à un spectre très large de militants, allant de la SFIO aux libertaires, en passant par le PCF et les trotskistes. C'est le CEL qui jette les bases de ce que va être la solidarité matérielle des libertaires de l'UA avec les antifascistes espagnols. C'est lui qui met en place des centres de ravitaillement et de collecte de denrées alimentaires pour en faire des colis à destination de l'Espagne, c'est lui qui achète des camions et enrôle des chauffeurs pour convoyer ces colis. Les centres qu'il créé se maintiennent même après la dislocation du CEL et sa transformation en SIA. La colonie enfantine de Llansa est créée à la même époque et l'entretien de ses 300 enfants absorbe beaucoup des colis et de l'argent récoltés. Cette solidarité matérielle d'une relative efficacité, puisqu'elle permet d'envoyer cinq camions en moyenne par semaine en Espagne et d'entretenir jusqu'à la fin de la guerre les enfants de Llansa, se double d'une solidarité politique importante. Face aux attaques des communistes, les libertaires espagnols sont isolés et le soutien que leur donne le CEL, puis la SIA leur est nécessaire pour populariser leur combat en dehors d'Espagne. Parallèlement aux meetings, qui réunissent une foule considérable à chaque fois, des affiches, des tracts sont imprimés, des articles sont publiés dans Le Libertaire. Ce travail de solidarité est poursuivi et amplifié par la transformation du CEL en SIA. Même si le travail accompli est positif, la volonté de la CNT-FAI de disposer de

soutiens organisés et importants en Europe, incite le congrès de l'UA à transformer un comité libertaire ouvert à tous en une organisation de solidarité non affiliée au mouvement libertaire et qui rassemble toutes les tendances de la Gauche opposées aux méthodes des communistes. Cette ouverture est payante, puisque 45 000 adhérents sont revendiqués par la SIA, répartis dans 350 sections dans toute la France¹. Devant le succès que rencontre la SIA et face aux critiques portant sur l'absence d'organe propre, un journal hebdomadaire, *SIA* est fondé et publié jusqu'au début de la seconde Guerre Mondiale.

Que cela soit au sein du CEL ou dans la SIA, les militants de l'UA tiennent une part prépondérante. Par leur implication, leurs dons, ils portent ces deux organisations à bout de bras. Même dans la SIA, où l'on retrouve de nombreux militants socialistes, leur influence est telle que les rapports de police considèrent la SIA comme une organisation anarchiste. En s'engageant dans une stratégie de front révolutionnaire depuis avril 1936, l'UA décide de sortir du milieu exclusivement libertaire pour tenter de faire avancer dans les mouvements sociaux ses revendications et ses idées. Critiquée par la FAF et la CGTSR, cette attitude est plutôt bien perçue par les autres groupes révolutionnaires, notamment la Gauche Révolutionnaire et à sa suite le PSOP. Ce rapprochement permet la création et le succès de la SIA, véritable front révolutionnaire miniature et par là même une augmentation considérable de l'influence de l'UA dans le monde politique. D'où ce constat établi par David Berry :

« C'est surtout grâce à ses liens avec la CNT-FAI et aux campagnes du CEL et de la SIA que le mouvement anarchiste français a connu peut être les plus beaux moments de son histoire. »²

¹ SIA, 10 novembre 1938

² BERRY David, in SAGNES Jean et CAUCANAS Sylvie dir, p 88

Annexes

Document I

L'anarchisme n'étant pas un, mais multiple et ses variantes étant trop nombreuses pour être incluses dans le corps de ce mémoire, cette annexe donne quelques définition des principaux courants anarchistes existant ou ayant existé. Ces définitions sont tirées de http://fra.anarchopedia.org consulté le 17 avril 2007.

<u>Anarcho-communisme</u> (ou communisme-libertaire, ou socialisme-libertaire)

La tendance anarchiste communiste associe deux termes dont l'un, anarchisme, définit le mouvement libertaire qui veut la liberté politique pour les individus (mandatement impératif, fédéralisme, unanimité... rejet de l'État, de l'autorité sous toutes ses formes) et l'autre, communisme, qui de l'adage « À chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités » veut la liberté économique en partant du besoin des individus (par recensement par communes, par quartier, par entreprises et par différents autres moyens fédérés), pour ensuite organiser la production afin de répondre aux besoins recensés ou estimés, et cela sans limitation autre que les capacités et les besoins des intéressés (qui ont eux mêmes des besoins et des capacités à partager). Le communisme dont il est question ne fait en aucune façon référence au Communisme Soviétique ou aux pratiques des partis communistes. Le communisme libertaire est basé sur l'abolition de la propriété et sur la mise en commun des moyens de production et des produits obtenus. Le but est de créer une société égalitaire, mutualiste et fraternelle par la libre association et fédération au niveau local, régional, national et international. L'Etat sera remplacé par l'association des fédérations. Appelé également socialisme libertaire, le communisme libertaire milite pour une révolution universelle, sociale, économique, culturelle. Il n'y a donc pas de centralisme économique ou politique (tels les collectivistes marxistes), car l'organisation est librement organisée (associationnisme, fédéralisme...) et elle ne dépasse pas la volonté des individus (car possibilité de révocation des mandataires).

Anarcho-individualisme

Cette philosophie politique voit dans toute forme de pouvoir telle que l'État, la Religion - mais aussi dans toutes sortes d'organismes ou organisations collectives hiérarchiques - une autorité non-légitime et oppressive et donc l'ennemi par excellence de la liberté individuelle. Les anarchistes individualistes privilégient l'association libertaire entre individus. Les anarchistes individualistes refusent la conception de propriété, qu'elle soit privée ou collective, mais reconnaissent la notion de possession telle que définie par P.J.Proudhon. Ils ne s'opposent donc qu'à ce qu'ils qualifient de *nue*-propriété, et donc à tout

revenu de prêt - tels que les bénéfices ou les loyers - tout en reconnaissant à chacun le droit de posséder son logement ou de travailler sa terre. C'est en ce sens l'usage seul qui fonde et légitime la propriété. Cette conception originale de la propriété/possession explique l'ambiguïté du positionnement de la doctrine anarchiste individualiste - mais pas nécessairement des anarchistes individualistes - face à l'anarcho-communisme.

Anarcho-syndicalisme

L'anarcho-syndicalisme est l'un des courants de l'anarchisme socialiste, qui place la lutte des classes au centre de sa problématique de changement social. En d'autre termes, le militant anarcho-syndicaliste pose le syndicat comme forme naturelle d'organisation des classes ouvrières et paysannes, et refuse le principe de parti, d'association ou de regroupement corporatiste. Le syndicat est alors la structure qui permet aux classes opprimées de s'organiser à la base et de mener la lutte selon les choix des individus regroupés en collectifs et non selon des directives données par un bureau politique (en d'autre termes, du bas vers le haut et non du haut vers le bas).

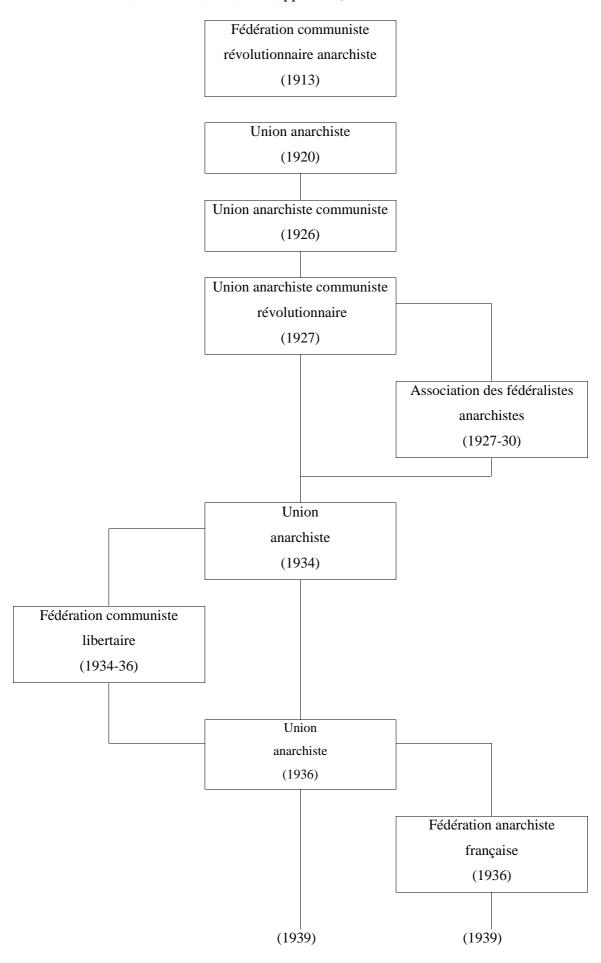
Plateformisme

Le plateformisme ou Plate-forme d'organisation, aussi appelée la plate-forme d'Archinov est une proposition d'organisation anarchiste écrite par le groupe des anarchistes russes à l'étranger, paru le 20 juin 1926 dans la revue *Dielo Trouda*. Ce texte est écrit dans l'intention de trouver une alternative théorique et une solution organisationnelle en réponse à l'échec enduré par le mouvement anarchiste russe, et une volonté de trouver des moyens au mouvement ouvrier face au léninisme. La plate-forme d'organisation de l'Union générale des anarchistes propose les principes organisationnels suivants:

- unité théorique
- unité tactique
- responsabilité collective
- fédéralisme

- autogestion des moyens de production par les masses
- création de communes libertaires
- suppression de l'état sous toutes ses formes
- création d'un fond d'approvisionnement global mettant en commun les biens de production

(traduction d'après BERRY David., *A History of the French Anarchist Movement, 1917-1945*, Greenwood Press, Westview, CT, 2002, pp 69-70)



Composition du Comité de Patronage de la SIA :

	Fonctions	Age (en 1937)	Syndicaliste	Tendance politique	Intellectuel
René Belin	Secrétaire de la CGT	39 ans	Oui (CGT)	Inconnu	Non
André Chamson	Aucune	37 ans	Non	Proche Radicaux- socialistes	Oui : futur directeur des Archives Nationales, écrivain, conservateur du Petit Palais (CVIA)
Julien Cruzel	Maire de Cerbère, dirigeant du Front Populaire dans les P-O	60 ans	Non	SFIO	Non
Maurice Delépine	Chef de cabinet du garde des sceaux de Chautemps(1937), dirigeant de la Fédé SFIO de la Seine	54 ans	Non	SFIO (Pivertiste)	Non
Georges Dumoulin	Secrétaire de l'UD CGT du Nord (jusqu'en 1938)	37 ans	Oui (CGT)	SFIO	Non
Auguste Fauconnet	Membre du bureau de la commission de réorganisation générale du mouvement coopératif	55 ans	Oui (syndicat des poêliers en faïence)	SFIO	Non
Sébastien Faure	Aucune	79 ans	Non	Anarchiste	Oui (conférencier, rédacteur de l'encyclopédie anarchiste)
Roger Hagnauer	Secrétaire de la commission d'éducation sociale du SNI	36 ans	Oui (SNI)	Exclu du PCF	Oui (CVIA)
Gaston Guiraud	Secrétaire de l'Union Interdépartementale des Syndicats CGT de la Région Parisienne ;, ex gérant du quotidien de la CGT Le Peuple	56 ans	Oui (CGT)	Inconnu	Non
Léon Jouhaux	Secrétaire général de la CGT, vice-président de la Fédération Syndicale Internationale	58 ans	Oui (CGT)	Inconnu	Non
Auguste Largentier	Secrétaire adjoint de la chambre typographique	50 ans	Oui (CGT)	SFIO	Non
Robert Louzon	Fondateur de : « La Révolution Prolétarienne »	55 ans	Oui (CGT) révolutionnaire	Démissionnaire du PCF	Non
Victor Margueritte		71 ans	Non	Compagnon de route du PCF	Oui (AEAR/FIARI)
Jean Nocher	Fondateur des Jeunes Equipes Unies pour une Nouvelle Economie Sociale (JEUNES)	29 ans	Non	Socialiste Révolutionnaire	Non
Magdeleine Paz	Secrétaire de l'association « Les Amis des travailleurs étrangers »	48 ans	Non	Socialiste Révolutionnaire, exclue du PCF	Oui (AEAR/FIARI)
Marc Pierrot (docteur Pierrot)		66 ans	Non	Anarchiste	Non
Georges Pioch	Membre du comité central de la LDH, président de la Ligue Internationale des combattants de	64 ans	Non	Socialiste révolutionnaire (pivertiste), exclu	Oui (CVIA)

	la paix, fondateur de l'association « Les Amis des travailleurs étrangers »			du PCF	
Marceau Pivert	Membre de la commission administrative permanente de la SFIO, secrétaire de la présidence du conseil chargé des médias. Secrétaire de la Fédération SFIO de la Seine en janvier 1935, dirigeant du PSOP à partir de juin 1938	42 ans	Oui (SNI)	Socialiste révolutionnaire	Non
Paul Reclus		79 ans	Non	Anarchiste	Oui
Gaston Prache	Secrétaire général de la Fédération Nationale des coopératives de consommation, membre du conseil national économique	39 ans	Oui (SNI)	Inconnu	Non
Paul Rivet	1 ^{er} député SFIO, président du CVIA, membre du CC de la LDH, directeur du musée de l'Homme	61 ans	Non	SFIO	Oui (CVIA)
Maurice Rostand		45 ans	Non	Inconnu	Oui
Henri Ner, dit Han Ryner		76 ans	Non	Anarchiste	Oui
Mrius Vivier-Merle	Secrétaire de l'UD CGT 69	47 ans	Oui (CGT)	SFIO	Non
Georges Yvetot	Ex secrétaire général adjoint de la CGT (jusqu'en 1918), fondateur de la Ligue Anti-militariste	69 ans	Oui (CGT)	Anarchiste	Non

Ce tableau a été constitué à partir de la liste des membres du comité de patronage de la SIA publiée dans *Le Libertaire* du 2 décembre 1937. Les informations biographiques ont été recueillies dans le *Dictionnaire* biographique du mouvement ouvrier français de Jean Maitron.

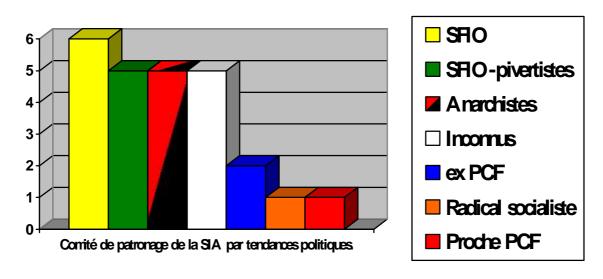
Nombre de membres du Comité de Patronage : 25 (24 hommes, 1 femme)

Age moyen: 54 ans (plus vieux: 79 ans, plus jeune: 29 ans)

Appartenance syndicale: 13 non syndiqués, 8 CGT, 3 SNI, 1 indépendant

<u>Appartenance politique</u>: 6 SFIO (24%), 5 SFIO-pivertiste (20%), 5 anarchistes (20%), 5 inconnus (20%), 2 exclus du PCF ou démissionaires (8%), 1 radical-socialiste (4%), 1 compagnon de route du PCF (4%)

<u>Appartenance à un groupe d'intellectuels (CVIA, AEAR, FIARI) :</u> 6 (24%)





Une du Libertaire du 11 novembre 1937, annonçant la création de la SIA.

Document V



Affiche de la SIA imprimée en novembre 1938 (Dessinée par Leloup, musée d'histoire contemporaine/BDIC, http://www.histoire-

 $\frac{image.org/site/etude_comp/etude_comp_detail.php?rang=3\&analyse_id=567\&liste_analyse=566,495,}{503,567\&f=analyse\&from=rech_detaillee\&mot=guerre})$

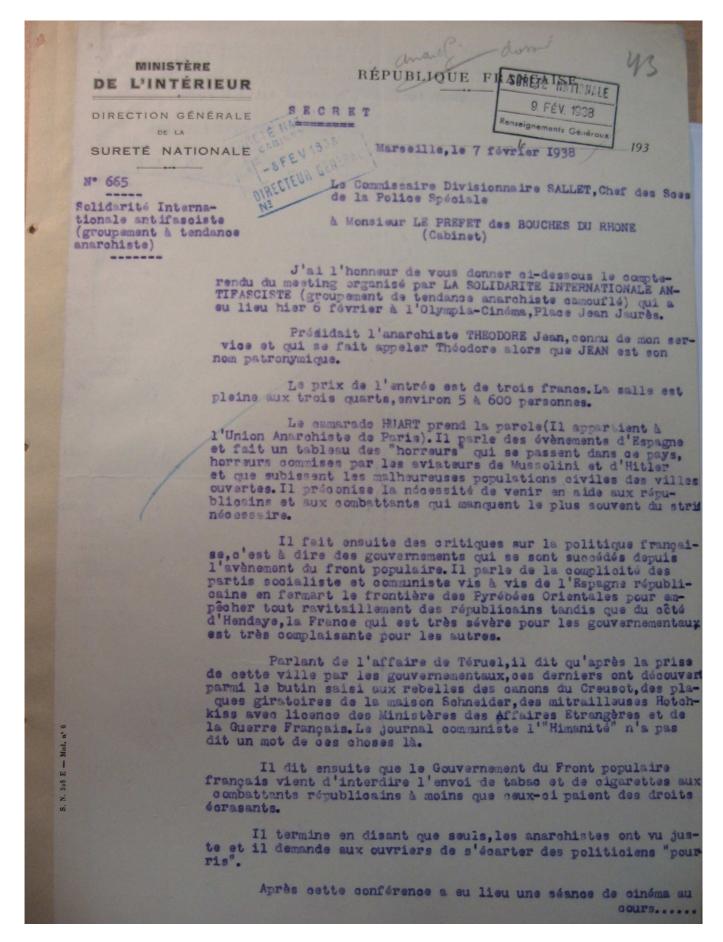
Le premier manifeste de la S. I. Solidarité Internationale Antifasciste, créée en Espagne, en juin 1937, par des eléments de la C.N.T. de l'U.G.T. et avec eléments de la C.N.T. de l'U.G.I. et avec l'appui de personnalités politiques et lit-téraires espagnoles, a son prolongement en France, depuis octobre. Comme son nom l'indique, Solidarité Internationale Antifasciste est faite pour lecourir plus particulièrement les victi-mes des Etats totalitaires, pour dénoncer les crimes du fascisme mondial et y met-tre fin par la disparition de cette forme abominable de l'Autorité. abominable de l'Autorité. Comme les événements le commandent, Solidarité Internationale Antifasciste se doit d'aider d'abord, et avant tout, les antifascistes espagnols pour qu'ils résistent victorieusement aux hordes de l'ranco, la défaite du fascisme en Espagne devant inévitablement, d'ailleurs, entrainer la déroute du fascisme internantrainer la déroute du fascisme interna-Solidarité Internationale Antifasciste qui prêche l'union des forces de liberté, i, la et ailleurs, c'est-à-dire partout ou qui preche l'union des torces de inserte, ici, là et ailleurs, c'est-à-dire partout où les fascistes exercent leur dictature ou tentent de le faire — souhaite que le front de la liberté ne se dissocie point en Espagne, que les deux centrales syndicales, la C.N.T., l'U.G.T., réalisant l'unité syndicale, prennent dans la lutte contre Franco et dans la gestion sociale et économique de leur pays la part qui leur revient, la plus grande. AIDE IMMEDIATE A L'ESPAGNE Les signataires de ce manifeste, mem-Les signataires de ce manifeste, mem-bres du comité de patronage de la Solida-rité Internationale Antifasciste (section française), vous invitent, camarades fran-cais, à aider vos frères d'Espagne de tou-tes vos forces et avec toutes vos ressour-APPELLENT AU SECOURS ! VOU VOUDREZ PAS QUE CE SOIT E André CHAMSON Georges



Camions de la SIA sur les ramblas à Barcelone fin 1937. (http://increvablesanarchistes.org/affiches/aff1936_45/36affi_sia.htm)



Tribune de la SIA au meeting du 17 décembre 1937. Le Libertaire 23 décembre 1937



Première page du rapport du Commissaire divisionnaire Sallet du 7 février 1938. (CAC 20010216 ART. 92-119

Sources

Récits et témoignages

- FAUCIER Nicolas, Dans la mêlée sociale itinéraire d'un anarcho-syndicaliste, La Digitale, Baye, 1988
- FAUCIER Nicolas, Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre-deux-guerres, Spartacus, Paris, 1983
- GIMENEZ Antoine et les Giménologues, *Les fils de la nuit, souvenirs de la guerre d'Espagne*, L'insomniaque, Montreuil-Marseille, 2006
- LECOIN Louis, Le cours d'une vie, Paris, 1965 (publié à compte d'auteur)
- MALRAUX André, L'Espoir, Gallimard, Paris, 1939
- MINNIG Albert, GMÜR Edi, Pour le bien de la révolution, CIRA, Lausanne, 2006
- ORWELL Georges, Hommage à la Catalogne, Paris 1939
- VOLINE, La révolution inconnue, Pierre Belfond, Paris, 1972
- WEIL Simone, Écrits historiques et politiques. Première partie : Histoire, Gallimard, Paris,1960

Sources en ligne:

• BERRY David, French Anarchist Volunteers in Spain, 1936-39: Contribution to a Collective Biography of the French Anarchist Movement,

http://raforum.info/article.php3?id_article=239&lang=en#Anchor-49425, 17 avril 2007

• COEURE S, MONNIER F, NAUD G, *Le retour de Russie des archives françaises. Le cas du fonds de la Sûreté*, Vingtième siècle. Revue d'histoire, n° 45, 1995, pp 133-139, http://www.persee.fr/showPage.do;jsessionid=ADA99DDA311DA56CF704E5F09A20639A.erato?

<u>luceneQuery=%28%2BauthorId%3Aauteur_xxs_2104%29+AND+%28indexable_type%3Aarticlepage%3F%29&words=auteur_xxs_2104&words=articlepage&urn=xxs_0294-</u>

ago 1031 7027 con ords - actions _ 110 feet for ords - article page cours - 1

1759_1995_num_45_1_3390, 17 avril 2007

- http://increvablesanarchistes.org/affiches/aff1936 45/36affi sia.htm, 17 avril 2007
- http://fra.anarchopedia.org, 17 avril 2007

Fonds d'archives

•Archives de la Préfecture de police de Paris

Cartons: BA/1513, BA/1545, BA/1562, BA/1713, BA/1900

• Archives départementales des Bouches du Rhône

Cartons: 4M/2422, 4M/2423, 4M/2425, 4M/2427

• Centre des Archives Contemporaine de Fontainebleau (CAC)

Archives Restituées Par la Russie, Direction Générale de la Sûreté Nationale, versements :

Dossiers individuels:

19940445 (ART. 505), 19940460 (ART. 9222), 20010221 (ART 391)

Dossiers généraux :

20010216 (ART. 48 -79 : activité des organisations syndicales ouvrières, 1900-1940, ART. 79-92 : suivi du mouvement ouvrier, 1906-1940, ART. 92-119 : activité des partis politiques, 1913-1940)

• Centre International de Recherche sur l'Anarchisme (CIRA Marseille)

Dossiers de René Frémont, Louis Lecoin, Nicolas Faucier, Louis Anderson, Charles Ridel, réalisés par René BIANCO

• Institut Français d'Histoire Sociale (IFHS)

Cartons: 14/ASP 91, 14/ASP 1893, 14/ASP 2123

Collections de périodiques

• Bibliothèque Jean Maitron (Paris 1)

Collections incomplètes du *Libertaire* (1936-1939) et de *Solidarité Internationale Antifasciste* (1938-1939)

• Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH)

Collection complète du Libertaire (1936-1939), bobines 5 et 6 microfilmées

Bibliographie

I] Ouvrages généraux

- MAÎTRON, Jean, dir., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Éditions Ouvrières [cédérom] 2002
- MOURRE, Michel, dir., Dictionnaire encyclopédique d'histoire, Bordas, Paris, 1995

II] Histoire politique de l'Entre deux guerres

- BLETON-RUGET Annie et WOLIKOW Serge dir, Antifascisme et nation, les gauches européennes au temps du front populaire, EUD, Dijon, 1998
- BRODIEZ Axelle, Le Secours populaire français 1945-2000 Du communisme à l'humanitaire, Presses de Science Po, Paris, 2006
- COLLECTIF, 1936 à travers « Le Libertaire », Les Cahiers du Vent du Ch'min, Saint-Denis, 1986
- GUERIN Daniel, Front populaire révolution manquée, La Découverte, Paris, 1970
- HOHL Thierry, A Gauche! La Gauche socialiste, 1921-1947, EUD, Dijon, 2004
- KERGOAT Jacques, La France du Front Populaire, La Découverte, Paris, 2006

III] Histoire de l'Espagne et de la guerre civile

- AMERICI Laurence, *Marseille et la guerre civile espagnole*, Mémoire de Maîtrise, Université de Provence, 1988
- BENNASSAR Bartolomé, La guerre d'Espagne et ses lendemains, Perrin, Paris, 2004
- BROUE Pierre et TEMIME Emile, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, éd de Minuit, Paris, 1961
- GODICHEAU, François, La guerre d'Espagne : république et révolution en Catalogne 1936-1939, Editions O. Jacob Histoire, Paris, 2004
- HERMET Guy, La guerre d'Espagne, Points, Paris, 1989
- HUGH Thomas, La guerre d'Espagne, Robert Laffont, Paris, 1997
- MORROW Felix, Révolution et contre révolution en Espagne (1936-1938), La brèche, Paris, 1978
- PAZ Abel, Buenaventura Durutti: 1896-1936, Ed. De Paris, Paris, 2000
- SERRANO Carlos, L'Enjeu espagnol. PCF et guerre d'Espagne, Messidor, Paris, 1987
- SKOUTELSKY Rémi, L'espoir guidait leurs pas, les volontaires français dans les Brigades Internationales, 1936-1939, Grasset, Paris, 1998

IV] Théorie anarchiste, les anarchistes et la guerre d'Espagne

- BERRY David « Solidarité Internationale Antifasciste : Les anarchistes français et la guerre civile d'Espagne » in SAGNES Jean et CAUCANAS Sylvie dir, *Les Français et la guerre d'Espagne* CREPF, Perpignan, 1990, pp 73-88
- BERRY David, *L'anarchisme français et la révolution espagnole 1936-1939*, Alternative Libertaire, Paris
- BERRY David., A History of the French Anarchist Movement, 1917-1945, Greenwood Press, Westview, CT, 2002
- BIANCO René, *Un siècle de presse anarchiste d'expression française 1880-1983*, Université de Provence, Aix-Marseille, 1987
- CNT-FAI, Collectivisations, l'œuvre constructive de la Révolution espagnole (1936-1939), Le coquelicot, Toulouse, 2006
- GUERIN Daniel, Ni Dieu ni Maître. Anthologie de l'anarchisme t.II, La Découverte, Paris, 1970
- LORENZO CESAR Marcel, *Le mouvement anarchiste en Espagne pouvoir et révolution sociale*, Ed. Libertaires, Toulouse, 2006
- MAITRON Jean, *Le mouvement anarchiste en France t.II de 1914 à nos jours*, François Maspero, Paris, 1975
- MOREL Françoise, *Le mouvement anarchiste à Marseille dans l'Entre-deux guerre*, Mémoire de Maîtrise, Université de Provence, 1997